



AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Juin 2014 - volume 30 n°2



**Agriculture familiale et lutte
contre la pauvreté**





Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 30.2 - Juin 2014
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnateur : Aly Faye

Comité éditorial : Bara Guèye,
Mamadou Fall, Aly Faye,
Lancelot Soumelong-ehode,
Souleymane Cissé, Cheikh Tidiane
Sall

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane
Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
IPO Box 90
6700 AB Wageningen
The Netherlands.
Tel: +31 (0) 317760010
Fax: +31 (0) 334632410
E: ileia@ileia.org

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole
La revista de agro-ecologia
Association ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

4 Editorial

6 Agriculture familiale en Afrique : passer de la vulnérabilité à la résilience

Peter Gubbels

9 Redynamisation de la filière maïs pour lutter contre la malnutrition et augmenter le revenu des EAF dans la région Anosy

RANDRIANASOLO Hanitriniaina Tantely, Projet AROPA

12 Valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et lutte contre la pauvreté au Mali

Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP)

15 Une expérience de commercialisation du macabo au Cameroun : des producteurs camerounais de tubercules de macabo vendent aux acheteurs gabonais pour gagner plus

SAILD/Cameroun

17 La contractualisation : un moyen pour promouvoir l'agrobiologie et asseoir un développement agricole durable

Abdoulaye DRAME

20 Appui aux initiatives et innovations paysannes porteuses pour réduire la vulnérabilité des exploitants familiaux au Niger : l'approche du PPILDA

PPILDA

23 Soutenir et renforcer la résilience de l'élevage pastoral

Bernard Bonnet

25 Expériences de la fumaison et de la commercialisation du poisson dans l'environnement urbain de Douala

Nyebe Mvogo Idriss Gabriel ; Meutchiye Felix ; Fon Dorothy

27 L'évaluation des politiques agricoles : Nécessité d'institutionnaliser le Suivi-Evaluation des projets de développement agricole et rural

Mohammed BEN HAFOUNE

30 Sites web

31 Bibliographie

33 AGRIDAPE Infos

9 Redynamisation de la filière maïs pour lutter contre la malnutrition et augmenter le revenu des EAF dans la région Anosy

RANDRIANASOLO Hanitriniaina Tantely, Projet AROPA.

A Madagascar, le Projet AROPA appuie les organisations professionnelles de producteurs de maïs de la région Anosy (Sud du pays) pour faciliter leur accès à une offre de services et à des équipements adaptés à leurs besoins.

L'intervention du projet a permis d'améliorer les revenus et de réduire la vulnérabilité de beaucoup de petits producteurs, en particulier des plus pauvres d'entre eux.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition brésilienne *Agriculturas, experiências em agroecologia*
AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

ALIN (Arid Lands Information Network):
AAYMCA Building, Ground Floor,
State House Crescent off State House Avenue
PO Box 10098 - 00100
Nairobi, Kenya
E: info@alin.net

Sites Web
<http://www.ileia.org>
<http://www.iedafrique.org/agridape.html>

Abonnements
AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

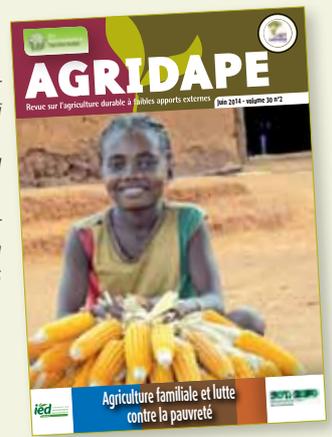
Financement AGRIDAPE
Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et du DGSJ.

Photo de couverture :
Le maïs, produit alimentaire de base de la région Anosy (Sud Madagascar)

Source :
AROPA-Madagascar

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



15 Des producteurs camerounais de tubercules de macabo vendent aux acheteurs gabonais pour gagner plus

SAILD/Cameroun

Pour accroître davantage les revenus tirés de la vente du macabo, un tubercule très apprécié et consommé en Afrique centrale, des producteurs camerounais ont développé une nouvelle stratégie commerciale qui consiste à nouer un partenariat basé sur la confiance avec des acheteurs gabonais.

Cette stratégie commerciale, qui réduit les intermédiaires, exempte le producteur des multiples aléas du transport et de l'évacuation de la production vers les marchés (les ventes se font bord champ), permet au producteur de réaliser une importante plus-value et d'améliorer ses conditions d'existence grâce aux revenus générés

12 Valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et lutte contre la pauvreté au Mali

AOPP

Au Mali, la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) constitue une activité importante. Les PFNL sont utilisés comme compléments alimentaires tandis que leur vente génère des revenus importants aux ruraux.

L'Union des femmes de la commune de Farakala, qui s'est spécialisée dans la production et la commercialisation du Soumbala, un produit aromatique issu de la fermentation des graines de néré (*Parkia biglobosa*), est devenue un des principaux remparts contre la pauvreté dans la commune de Farakala.



Chères lectrices, chers lecteurs,

L'agriculture familiale est la forme d'agriculture la plus répandue, dans les pays développés comme dans les pays en développement, même si elle ne jouit pas toujours, de la part des pouvoirs publics, d'une considération à la hauteur du rôle important qu'elle joue dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

L'agriculture familiale durable est porteuse de richesses. Elle génère des produits qui nourrissent une bonne partie de l'humanité et des revenus substantiels contribuant à l'amélioration des conditions d'existence des exploitants agricoles familiaux.

Créer les conditions de son développement, à travers un renforcement de l'accès des paysans à des facteurs de production de qualité, leur accompagnement technique, la recherche de débouchés pour les productions, etc., est donc essentiel pour réduire l'incidence de la pauvreté et asseoir un développement durable dans les régions les plus vulnérables de notre planète.

Ce numéro 30.2 de la revue AGRIDAPE explore les performances et les capacités de résilience de l'agriculture familiale à travers une série d'expériences qui nous démontrent comment cette forme d'agriculture peut contribuer à atténuer la pauvreté si elle est soutenue.

Bonne lecture



Agriculture familiale, résilience et lutte contre la pauvreté

4



Photo : FSSA_TIMISSA

Exploitant agricole familiale au Mali

Le défi de la sécurité alimentaire se pose avec plus d'acuité à mesure que la population mondiale augmente. Plus d'un milliard de personnes, à travers le monde, souffrent de malnutrition et de famine tandis que « les émeutes de la faim » deviennent courantes dans de nombreuses régions.

Les modèles agricoles dominants (agriculture commerciale et agriculture industrielle) ayant démontré leur incapacité à nourrir correctement la planète, l'agriculture familiale qui assure 70% de la production alimentaire mondiale se présente, aujourd'hui, comme l'une des rares alternatives pour asseoir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

La valorisation de l'agriculture familiale pourrait constituer une réelle opportunité de stimuler les économies locales et de soustraire des millions de personnes de la pauvreté qui mine leur quotidien.

Une des forces de l'agriculture familiale réside dans sa forte capacité à s'adapter à des écosystèmes changeants et fragiles.

Elle préserve durablement les écosystèmes et les ressources naturelles et favorise une productivité importante. La production reposant essentiellement sur la cellule familiale, elle est source de millions d'emplois et génère des revenus importants.

Il convient, dès lors, de doter les exploitants familiaux de suffisamment de moyens pour leur permettre d'avoir accès aux facteurs de production (terres, intrants, etc.), à des innovations technologiques adaptées et aux marchés.

En leur dotant des moyens de renforcer durablement leurs capacités de production et en les organisant, on contribue à l'amélioration de leurs conditions de vie, ce qui pourrait favoriser l'augmentation de leur revenu, le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

En s'appuyant sur des expériences bien documentées, ce numéro 30.2 de la revue AGRIDAPE cherche à démontrer que l'agriculture familiale peut jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté.

Renforcer les capacités de résilience des exploitations familiales pour éradiquer la pauvreté en milieu rural.

L'agriculture est le moteur de la croissance économique pour beaucoup de pays en développement. La forte croissance économique cohabite, toutefois, avec une pauvreté chronique, la faim, la dette et une malnutrition infantile presque alarmante qui affecte principalement les exploitants agricoles familiaux. Ce paradoxe s'explique par la marginalisation, l'accès inégal aux biens, aux services et aux ressources productives dont souffrent, au premier chef, les populations rurales.

Toutes sortes d'idées reçues font que les systèmes politiques qui sous-tendent le développement de l'agriculture prennent rarement en compte les besoins et priorités des exploitations agricoles familiales. Ces dernières sont pour beaucoup, synonymes d'archaïsme, donc incapables de soutenir une production agricole importante.

Pourtant, il est largement démontré que les exploitants agricoles familiaux pauvres peuvent déployer rapidement leur potentiel de productivité une fois un certain nombre de conditions réunies. Il s'agit de la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel qui prend en compte leurs intérêts et préoccupations. L'accès à des facteurs de production (intrants, crédit, technologies, etc.), une meilleure capacité d'organisation pour la défense de leurs intérêts, une meilleure intégration dans les chaînes de valeurs, un accès plus facile aux marchés, etc. sont les ingrédients essentiels au développement d'une agriculture familiale au service de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté en milieu rural.

Renforcer la professionnalisation des EAF¹

Une des contraintes majeure au développement de l'agriculture familiale est la faible capacité organisationnelle des EAF. Isolés des marchés agricoles et insuffisamment informés sur les règles qui régissent ces marchés, ils tirent très peu profit de la commercialisation des produits agricoles. Leur participation dans la chaîne de valeur des produits se limite le plus souvent à la production et à la vente à perte de produits qui se retrouvent ensuite sur le marché et dont la commercialisation, à grande échelle et à grande marge de bénéfice, contribuera à enrichir les acteurs des maillons supérieurs de la chaîne (Intermédiaires, grossistes, transformateurs, etc.).

Toutefois, de plus en plus d'organisations de développement apportent leur appui aux acteurs paysans pour les aider à s'organiser et à jouer un rôle plus important dans les chaînes de valeurs.

Afin d'asseoir un circuit de commercialisation propre à la production biologique dans la région de Thiès, au Sénégal et d'insérer les femmes rurales productrices de Bio dans un circuit commercial sécurisé et rentable, l'ONG Agrécol Afrique a mis en place un système de contractualisation innovant mettant directement en relation producteurs bio et opérateurs de marché.

Le résultat de cette initiative a été une intensification de la production bio et une programmation de la production en fonction des besoins du marché. Le développement du bio a également contribué à une meilleure préservation de l'agrobiodiversité et des ressources naturelles dans la région de Thiès.

A Madagascar, aussi, le projet d'Appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles (AROPA) s'est beaucoup signalé dans l'appui à la structuration des EAF de la région Anosy (sud du pays). Le projet s'efforce depuis 2011 à trouver des solutions durables aux problèmes qui gangrèment la filière maïs, une des principales cultures et base de l'ali-

mentation des populations de la région. Le projet a aidé 4329 producteurs de maïs regroupés dans 14 unions à développer une relation commerciale plus équitable avec les opérateurs de marché (OM) et à réaliser une vente groupée de leurs productions pour des marges de bénéfices plus importantes.

Encourager la diversification agricole pour renforcer la résilience des EAF

La seule dépendance aux cultures est un risque pour le paysan qui peut se retrouver dans une situation d'insécurité alimentaire chronique si un aléas survient et décime les récoltes. Pour parer à ce risque, beaucoup d'EAF s'adonnent en plus de l'agriculture à d'autres activités telles que la pêche, l'élevage, l'exploitation des produits forestiers non ligneux, etc.

Au Cameroun, l'activité piscicole, inscrite dans les systèmes de production de beaucoup de paysans, fournit des revenus supplémentaires permettant de faire face à de nombreux besoins familiaux. La zone côtière (notamment Douala) est caractérisée par d'intenses activités de pêche et autres activités connexes. Une vaste gamme de produits halieutiques est vendue à l'état frais ou transformé. Si les hommes s'adonnent de préférence à la capture du poisson, les femmes, elles, sont les principales actrices dans les activités de fumage. L'activité est très rentable et procure des devises importantes aux familles les plus démunies. L'utilisation massive de bois de mangrove constitue cependant, un facteur de dégradation des écosystèmes marins côtiers.

Dans le Sahel, aussi, la crise agricole a multiplié le recours à des activités alternatives. Pour se soustraire de l'insécurité alimentaire et améliorer le niveau de leur revenu, les populations rurales explorent de plus en plus la solution des produits forestiers non ligneux (PFNL) qu'elles utilisent comme suppléments nutritionnels. Les PFNL génèrent, par ailleurs, des revenus importants qui permettent aux populations rurales pauvres de régler certains de leurs besoins quotidiens.

Dans la commune rurale de Farakala, au Mali, la valorisation des graines du néré (*Parkia biglobosa*) et leur transformation en un produit aromatique qui entre dans de nombreuses préparations culinaires en Afrique de l'Ouest, le « Soumbala », a changé le cours de la vie des femmes de la commune. Ce produit d'une haute valeur ajoutée a contribué à soustraire une bonne partie de la population (surtout les plus vulnérables) de la pauvreté.

Soutenir la résilience des systèmes pastoraux

L'élevage occupe une place centrale dans les espaces Sahélo-sahariens. Fondement des relations sociales, il joue aussi un rôle économique essentiel. Les conditions très

difficiles dans lesquelles s'exerce l'élevage (sécheresses récurrentes, problèmes de pâturage, accès à l'eau difficile, etc.) ont amené les sociétés pastorales à développer au cours de leur histoire diverses stratégies afin de tirer le meilleur parti des maigres ressources disponibles.

La mobilité est l'une des stratégies de survie adoptée par certains éleveurs face au caractère aléatoire des ressources fourragères et de l'eau. Cette mobilité se pratique sur fond de tissage permanent d'alliances et d'accords sociaux avec d'autres communautés afin de minimiser les risques de conflits. L'achat d'aliment bétail, les prêts animaux, etc., sont aussi au menu des stratégies adoptées pour pérenniser l'activité pastorale.

Cette capacité de résilience est aujourd'hui fortement menacée par la récurrence des sécheresses tandis que la forte croissance démographique accentue la pression sur les ressources et alimente la vulnérabilité des communautés pastorales.

Malheureusement, les politiques publiques promues font de l'intensification le seul remède contre la crise qui affecte les systèmes pastoraux : intensifier, en sédentarisant les éleveurs au risque de mettre en péril tout le capital social qui sous-tend le pastoralisme dans le Sahel et qui est à la base de sa forte capacité de résilience.

Naturellement, la plupart des politiques se sont soldées par des échecs du fait de leur inadaptation. Il est essentiel d'intégrer une meilleure compréhension des logiques scientifiques et des performances des systèmes pastoraux. Il est aussi crucial de mettre en place des dispositifs adaptés et peu coûteux de suivi de l'élevage pastoral familial.

La reconnaissance de la valeur des systèmes pastoraux est essentielle car ils permettent l'occupation humaine et la mise en valeur de zones arides et reculées.

Conclusion !

Au regard de sa forte contribution à l'essor économique des pays en développement, serait-il encore logique que l'agriculture familiale soit laissée à la traîne au profit d'un agrobusiness qui peine à avoir un impact social significatif et qui continue de déstructurer les écosystèmes naturels.

L'agriculture familiale est sans aucun doute la clé pour réduire la précarité et asseoir un développement durable dans les campagnes pauvres. La lutte contre la pauvreté en milieu rural passe par le renforcement des capacités des EAF à produire suffisamment et en qualité pour prendre en charge leurs besoins nutritionnels. Un meilleur accès au marché constitue, par ailleurs, un gage important pour accroître leurs revenus et les soustraire définitivement de la précarité.

¹ EAF : exploitation agricole familiale



Agriculture familiale en Afrique : passer de la vulnérabilité à la résilience

Peter Gubbels

6



Production de maïs à Madagascar

En août 2012, la famille de Seidu a dû faire face aux mauvaises récoltes. À l'instar de nombreuses familles paysannes du nord du Ghana, ils ont dû adopter la stratégie « un-zéro-un » pour les enfants et la stratégie « zéro-zéro-un » pour les parents. « Un » correspond à un repas et « zéro » à aucun repas. Ainsi, pendant la période de soudure, leurs quatre enfants prenaient le petit déjeuner le matin, rien à midi et un repas le soir.

Pendant des mois, Seidu et sa femme ne prenaient qu'un seul repas par jour. De la parcelle qu'ils ont cultivée en 2011, ils n'ont récolté que trois sacs de maïs de 84 kg. « Il y a deux ans, nous avons récolté sept sacs sur la même parcelle », a déclaré Seidu. Des millions d'agriculteurs dans le monde sont confrontés à ce genre de situation. D'après le Programme alimentaire mondial, 842 millions de personnes dans le monde souffrent de sous-alimentation aujourd'hui.

De la croissance...mais pas pour tous

Pour mieux comprendre les causes et les effets, analysons de près le cas du Ghana. Dans la zone de savane où plus de 80 % de la population s'adonne à l'agriculture, la région du nord est la troisième la plus peuplée du pays. D'après une étude de la Banque mondiale, entre 1992 et 2006, le nombre de personnes dans le nord vivant dans la pauvreté a augmenté de 0,9

millions. Pire encore, une enquête sur la sécurité alimentaire en 2012 a révélé que 12 % des ménages les plus pauvres ont été contraints d'adopter la stratégie « zéro-zéro », passant ainsi des journées entières sans prendre le moindre repas.

Le Ghana est souvent présenté comme un modèle de succès mondial en matière de réduction de la faim et de la pauvreté. En 2008-2009, le pays a augmenté sa production agricole de plus de 7 %, soit l'un des taux de croissance les plus élevés au monde à l'époque. Les cultures d'exportation (cacao, noix de cajou, coton, huile de palme et ananas), cultivées dans le sud plus humide et plus fertile, sont décrites comme étant le moteur de la croissance de l'ensemble de l'économie. Par conséquent, le Ghana a déjà atteint le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement en réduisant de moitié la prévalence de la faim, et est en passe de réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.

La forte croissance économique cohabite avec la pauvreté chronique, la faim, la dette et une malnutrition infantile presque alarmante, également visible ailleurs dans la région du Sahel où plus de 20 millions de personnes dans neuf pays sont en proie à l'insécurité alimentaire. Ce paradoxe s'explique par la marginalisation, l'accès inégal aux biens, aux services et aux ressources productives, ce qui aggrave la vulnérabilité des agriculteurs, en particulier les femmes, pour faire face à la mondialisation et au changement climatique.

Parce que les agriculteurs sont en retard ?

Les petits exploitants agricoles sont en retard, dit-on. Il leur manque le savoir-faire technique, les économies d'échelle. Pour être compétitif dans la mondialisation, ils doivent s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et adopter une agriculture industrielle intensive. Selon cette vision, les agriculteurs qui ne peuvent évoluer dans un tel environnement doivent faire de la place à ceux qui sont plus aptes. Mais les vrais faits brossent un tableau différent : 70 % de la nourriture mondiale est produite par les petits exploitants agricoles, qui ont démontré à suffisance leur capacité d'innovation et d'adaptation.

Or, lorsqu'une crise survient, l'aide humanitaire est coûteuse. Rien qu'en 2011-2012, plus de 18 millions de personnes dans le Sahel ont eu besoin d'une aide humanitaire d'une valeur de 1,6 milliard de dollars. Permettre aux petits exploitants agricoles de devenir plus résilients serait non seulement beaucoup plus rentable, mais aussi socialement juste.

Le régime alimentaire dominant

Au cours des dernières décennies, l'agriculture et l'alimentation sont devenues de plus en plus façonnées par les organisations internationales et les sociétés multinationales. La Révolution verte et les vagues de réformes néolibérales ont donné naissance à des systèmes qui mettent en péril les actifs tels que la terre, les marchés locaux et le sens de la communauté dont dépendent les petits exploitants pour leur survie.

Cette situation a transformé l'agriculture en monoculture tournée à l'exportation et a encouragé le recours aux engrais chimiques, à l'irrigation et aux produits agrochimiques. Les rendements ont certes augmenté dans de nombreuses régions, mais ce type d'agriculture a également entraîné la dégradation des terres et d'autres ressources naturelles, notamment dans les zones écologiquement fragiles et sujettes à la sécheresse. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 12 millions d'hectares de terres agricoles sont maintenant devenues improductives.

Les communautés locales ont été contraintes de faire de la place à des projets de développement, à des sociétés minières ou à de grandes entreprises agricoles. Pour beaucoup, cette donne rimait avec déplacement ou réinstallation dans des zones moins productives et, dans la foulée, la désintégration des communautés et de leurs filets de sécurité sociaux. En outre, des dizaines de millions d'agriculteurs ont été pris au piège de la dette et se sont trouvés dans l'incapacité de rembourser les investissements en intrants tels que les semences hybrides ou génétiquement modifiées, les engrais, les pesticides ou l'irrigation.

Politiques commerciales

La libéralisation du commerce et la privatisation à travers les programmes d'ajustement structurel ont exacerbé la vulnérabilité des petites exploitations agricoles familiales. Dans de nombreux pays, les marchés ont été inondés de produits alimentaires importés bon marché au détriment des agriculteurs, transformateurs et détaillants locaux. En outre, les pays industrialisés maintiennent la pression pour obtenir des accords commerciaux qui renforcent l'accès des entreprises multinationales de transformation et de distribution aux marchés des pays en développement, notamment la vente de leurs propres produits agricoles fortement subventionnés.

La Nouvelle alliance

La Banque mondiale, les grandes entreprises agroalimentaires dont Syngenta et Monsanto et le gouvernement américain ont rejoint la Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et la Nutrition du G8. Cette alliance n'est que le prolongement de la même approche consistant à augmenter la productivité par l'agriculture commerciale à grande échelle à l'aide des technologies de la révolution verte. Mais le monde produit déjà bien plus qu'il n'en faut pour nourrir tout un chacun. Le problème réside dans le partage équitable de cette nourriture et la réduction du gaspillage alimentaire.

En bref, la pauvreté et la vulnérabilité continues sont, dans une large mesure, une conséquence du système agricole et alimentaire dominant. Il est urgent de passer à un système agricole et alimentaire plus équitable, plus résilient et plus durable qui s'appuie sur le bien-être des petits exploitants agricoles. Les gouvernements doivent avoir la volonté politique nécessaire pour investir massivement dans les programmes d'échange et d'expérimentation permettant aux agriculteurs d'embrasser des systèmes agroécologiques à bas coût et durables liées aux marchés locaux.

Renforcer la résilience à l'aide de l'agro-écologie

Aux tristes défis posés par les puissantes entreprises, les petites exploitations agricoles familiales répondent remarquablement de par leur capacité d'innovation et de résilience, mais également de par leur détermination à conserver leur autonomie et leur mode de vie. En réponse aux vulnérabilités dues au changement climatique, à la croissance démographique et à l'introduction de la Révolution verte, de nombreux agriculteurs à travers le monde ont commencé à adopter des pratiques alternatives. Dans les régions encore épargnées par l'industrialisation de l'agriculture, les agriculteurs ont continué à innover à l'aide des ressources disponibles et en fonction des possibilités et des besoins locaux. Les agriculteurs, les ONG et les scientifiques qui collaborent avec eux ont mis au point et condensé un ensemble de principes tirés de leurs expériences, connus sous le nom d'agro-écologie (voir encadré page 8).

À titre d'exemple, les systèmes agroforestiers se sont révélés être un moyen peu coûteux et efficace pour améliorer la fertilité des sols et la résilience. L'un des exemples les plus remarquables a eu lieu dans le Sahel, où un solide mouvement d'agriculteurs a conduit à la restauration de millions d'hectares de terres agricoles dégradées. Ce mouvement est né de l'imitation par les agriculteurs de méthodes traditionnelles vieilles de plusieurs siècles

Agro-écologie

L'agro-écologie considère l'exploitation agricole comme un système dont le fondement est la santé des sols. Les principes de base de l'agro-écologie sont entre autres les suivants :

- recycler les nutriments et l'énergie au niveau de l'exploitation plutôt que d'introduire des apports externes ;
- intégrer les cultures et le bétail et renforcer la biodiversité agricole ;
- se focaliser sur les interactions et la productivité sur l'ensemble du système plutôt que sur les espèces prises individuellement.

Contrairement à la modernisation néo-libérale, l'agro-écologie repose sur des techniques qui ne sont pas imposées d'en haut, mais élaborées à partir des connaissances et de l'expérimentation des agriculteurs avec la collaboration des scientifiques. Les systèmes de connaissances locales sont indispensables et l'agro-écologie tire sa force des structures socioculturelles existantes telles que les institutions locales régissant les ressources naturelles.

des régions du Sahel ont réussi à inverser la tendance à long terme de la perte d'arbres sur les terres agricoles. Les agriculteurs considéraient jadis les arbres comme des obstacles à la production agricole en raison de leur ombre. En augmentant radicalement la densité des arbres et en procédant à un élagage intensif au début de la saison des pluies, les agriculteurs utilisent les feuilles des arbres comme paillis et source de matière organique.

D'après les villageois, hommes et femmes, cette méthode comporte d'importants avantages, notamment l'amélioration de la fertilité des sols, l'amélioration de la production agricole, l'augmentation du volume de bois de chauffe à usage domestique ou commercial, le renforcement de la biodiversité, la réduction de l'érosion des sols et une meilleure absorption et rétention de l'eau dans le sol. Grâce à la méthode FMNR, les agriculteurs ont trouvé un moyen d'augmenter considérablement la densité des arbres sur leurs terres tout en réduisant au maximum la concurrence avec les cultures vivrières. Outre l'élagage, les arbres nécessitent peu d'entretien et résistent à la sécheresse. La méthode FMNR est accessible même aux familles les plus pauvres.

En dehors de la main d'œuvre supplémentaire, elle ne nécessite aucune dépense et renforce considérablement la résilience du système agricole, surtout lorsqu'elle est associée avec les diguettes et autres techniques agroécologiques de conservation des sols et de l'eau.

Conjuguée à l'accès sécurisé à la terre, une telle approche peut susciter un regain d'intérêt pour l'agriculture chez les jeunes du monde rural et les générations futures. Motiver les jeunes à s'engager dans l'agriculture est un défi dans de nombreuses régions du monde.

Le recours aux pratiques agroécologiques entraîne l'augmentation de la productivité et des revenus des agriculteurs, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la capacité à s'adapter à l'évolution du climat, la régénération des ressources naturelles et le renforcement de l'autonomie des agriculteurs. Ces avantages constituent les fondements nécessaires pour réduire la vulnérabilité et favoriser une agriculture plus résiliente. Ils augmentent la capacité des familles et communautés agricoles à s'adapter et à se remettre des chocs et épreuves. L'agro-écologie est aujourd'hui soutenue de plus en plus par la communauté scientifique comme le meilleur moyen d'améliorer durablement les systèmes alimentaires dans le monde. Elle figure en bonne place dans l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (IAASTD). Elle est vivement recommandée

par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation et un nombre croissant d'autres personnes et organisations influentes.

L'agro-écologie comme mouvement social

Ces nouvelles politiques seront vaines sans un engagement politique au changement social. Cependant, cet engagement se heurte à la puissante influence de la pensée néo-libérale de l'agriculture. Le changement social, autant que l'élaboration des aspects techniques de l'agro-écologie, est une condition préalable essentielle pour éradiquer la pauvreté et la faim et renforcer la résilience. L'élimination de la faim en milieu rural risque de rester utopique sans l'enthousiasme et la force sociale des familles agricoles dans le monde entier. Les causes de la faim et de la faible productivité sont en grande majorité sociales et politiques. Les politiques favorables à l'agro-écologie sont mieux mises en œuvre à travers la mobilisation des petits exploitants, tandis que l'action collective conduit également à plus d'innovation et d'apprentissage. C'est la raison pour laquelle l'agro-écologie est également reconnue comme un mouvement social.

Au niveau mondial, pour réorienter les gouvernements et les institutions multilatérales et les pousser à soutenir une agriculture et des systèmes alimentaires plus équitables, plus résilients et plus durables, un changement radical dans les priorités, la recherche et les modes d'investissement s'avère nécessaire. Cette réorientation passe également par la reconnaissance du rôle important des systèmes alimentaires locaux. Elle ne sera possible que grâce à la puissance des mouvements sociaux dans lesquels les petits exploitants agricoles travaillent en partenariat avec des organisations similaires. Les chercheurs agricoles, les décideurs politiques et d'autres acteurs engagés dans la lutte contre la faim et la pauvreté doivent agir maintenant pour soutenir les exploitations familiales dans le développement et la pratique de l'agro-écologie.

Peter Gubbels est le directeur de l'apprentissage et du plaidoyer par l'action de Groundswell International. Il a grandi dans une famille d'agriculteurs au Canada et a vécu en Afrique de l'Ouest pendant plus de 24 ans.

Email : pgubbels@groundswellinternational.org

L'auteur tient à remercier les personnes suivantes pour leurs publications qui lui ont servi de source pour rédiger cet article : Albert Oppong-Ansah (Surviving on a meal a day, IPS 2012), Christian Aid (Farmers left behind, Juin 2007), F. Mousseau (The high food price challenge, 2010).

en matière de maintien de la fertilité des sols via les jachères naturelles. En période d'abondance de terres, les agriculteurs favorisaient la revégétation naturelle des terres par les arbres et arbustes autochtones. Cette méthode a permis de restaurer petit à petit la fertilité des sols par divers moyens : faire remonter les éléments nutritifs depuis les couches inférieures des sols, fixer l'azote, fournir de l'ombre, faire baisser les températures, produire de la litière végétale et protéger les sols de l'érosion.

Les arbres repousseraient à partir des longues racines vivantes entremêlées et des souches cachées sous les champs défrichés des agriculteurs, mais également à partir des nouvelles plantules nées de la germination de graines lâchées par les oiseaux, des graines libérées par des excréments d'animaux ou par l'eau.

Cette pratique a marqué son retour avant de se développer et de se propager d'un agriculteur à l'autre sous une nouvelle forme de « jachère simultanée ».

En choisissant de faire pousser des arbres à croissance rapide et à forte production de biomasse sur des terres agricoles utilisées en permanence par le biais d'un processus appelé « régénération naturelle gérée par les agriculteurs »(FMNR), les agriculteurs



Redynamisation de la filière maïs pour lutter contre la malnutrition et augmenter le revenu des EAF¹ dans la région Anosy

¹ EAF : Exploitants Agricoles familiaux

RANDRIANASOLO Hanitriniaina Tantely, Projet AROPA



Photo : AROPA-Madagascar

Opération de tri des graines de maïs après la récolte

Afin de venir à bout de la famine et de la malnutrition qui menacent les conditions d'existence des populations de la région Anosy (Région Sud de Madagascar), le projet AROPA a mis en œuvre différentes activités qui ont permis de développer la filière maïs.

Depuis l'intervention du Projet en 2011, les Exploitants Agricoles Familiaux sont passés d'acheteurs à vendeurs de maïs.

En 2010, la région Anosy située dans la partie Sud de Madagascar a été touchée par une famine sans précédent («Kere » en langue locale) qui restera gravée dans la mémoire des populations pour longtemps. Suite à deux années consécutives de forte sécheresse (baisse de la pluviométrie), les productions agricoles, base de l'autoconsommation, notamment le maïs, le manioc, les légumes secs, etc., ont connu une baisse drastique. Les réserves alimentaires se sont très vite épuisées obligeant les populations à développer des stratégies de survie pour faire face à l'insécurité alimentaire galopante.

Parallèlement à la rupture des stocks alimentaires, une malnutrition sévère s'installe et touche principalement les enfants de moins de 5 ans.

« Je n'oublierai jamais cette période d'avril 2010. C'était dur. Il n'y avait plus de réserve de maïs. Mes enfants ne mangeaient qu'une fois par jour. Aux plus grands, je donnais des fruits de cactus. Les bas âges étaient nourris par les organismes humanitaires.

Masy, une mère veuve de 6 enfants

Enrayer les goulots qui étranglent la filière maïs pour bouter la famine et la malnutrition hors de la région Anosy

Le maïs constitue l'une des principales spéculations agricoles de la région Anosy. Il est aussi à la base de l'alimentation des populations. C'est une denrée alimentaire très consommée durant la période de soudure. Les résidus de la plante (tiges, pailles, etc.) sont utilisés comme fourrage pour le bétail et/ou enfouis dans le sol pour fertiliser les champs de culture.

Le maïs constitue aussi une source de revenus importante pour les ménages qui vendent une partie de leur récolte sur les marchés locaux pour satisfaire leurs besoins quotidiens.

Seulement avec les sécheresses récurrentes, la productivité et la production de maïs ne sont plus ce qu'elles étaient

auparavant. La faible productivité est liée à la mauvaise qualité des semences et aux problèmes d'accès et de disponibilité des produits phytosanitaires.

Par ailleurs, l'insuffisance de l'encadrement technique des paysans, les difficultés d'accès aux matériels et équipements nécessaires pour la production (les petits matériels disponibles sur les marchés locaux sont de mauvaise qualité), les difficultés d'accès aux services développés par la micro-finance (taux d'intérêts élevés et exigences de garanties) et la non maîtrise des opérations post récoltes (mode de séchage et stockage entraînant souvent des pertes importantes) ne favorisent pas une bonne productivité.

En aval de la production, la commercialisation des produits agricoles fait également face à des problèmes récurrents. Ces problèmes ont pour noms, le faible niveau d'organisation des paysans (les OP ne sont pas encore bien structurées et ont une faible capacité de négociation face aux opérateurs de marchés), l'insuffisance de communication entre les acteurs (les paysans n'ont pas suffisamment accès aux informations nécessaires pour bien planifier leur production et les autres acteurs ont peu d'information sur les quantités de maïs disponibles, les zones productrices et le calendrier de disponibilité). De plus, l'enclavement des principales zones de production et l'insécurité limitent la quantité de maïs produite par les paysans et celle écoulee sur les marchés locaux.

Afin d'aider les exploitants agricoles familiaux (EAF) à enrayer ces goulots qui étranglent la filière maïs, le Projet AROPA¹ s'est engagé à renforcer les organisations professionnelles agricoles de la région pour améliorer les revenus et réduire la vulnérabilité des petits producteurs (en particulier des plus pauvres d'entre eux), en facilitant leur accès à une offre de services et à des équipements adaptés à leurs besoins.

L'objectif visé par le projet AROPA, à travers son intervention, est d'améliorer le rendement et d'appuyer la production des 4329 producteurs de maïs regroupés dans les 14 unions repartis dans le district d'Amboasary et de Fort Dauphin. AROPA veut aussi appuyer les OP (OPB et Unions) à développer une relation commerciale avec les opérateurs de marché (OM) et à réaliser une vente groupée de 1000 Tonnes de maïs auprès du PAM² qui est le principal client des EAF et OP appuyés par le projet.

¹ AROPA (Appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles) est un projet du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche sur un cofinancement du Fonds international de développement agricole (FIDA). Il intervient dans une quinzaine de districts des régions suivantes : Anosy et Haute Matsiatra, Androy et Ihorombe, et Amoron'i Mania, pour une durée de 9 ans.

Description des activités mises en œuvre par le Projet et la participation des bénéficiaires

- Structuration des OP et amélioration de la production de maïs : en poursuivant les activités de structuration et renforcement des capacités des OP, le projet AROPA contribue à l'augmentation du rendement ainsi que de la quantité de maïs disponible par (i) l'introduction des semences améliorées, (ii) par l'encadrement, la réalisation des formations techniques et conseils à la gestion de l'exploitation agricole familiale assuré par les CGEAF.
- Mise en œuvre des appuis à la commercialisation groupée des produits :
 - Amélioration de la capacité de stockage : financement de la construction des magasins de stockage ;
 - Réalisation du bilan de campagne avec le PAM et estimation des quantités de maïs disponibles au niveau des OP ;
 - Formation des membres des OP au traitement et stockage des maïs après récolte ;
- Contractualisation entre l'OPR/Union et planification de la collecte du maïs auprès des producteurs et OP ;
- Développement des mécanismes durables pour le financement de la production dont :
 - l'opérationnalisation et le financement de la FRDA Anosy (Fond Régional de Développement Agricole) : abondement de fond pour financer les demandes des paysans ;
 - la mise en œuvre d'une convention avec l'IMF FI-VOY (Institutions de Micro Finances) pour faciliter l'accès des EAF/OP aux financements de leur production: financement de leur extension et ouverture de nouvelles caisses avec développement de types de services/crédits destinés aux vulnérables

Stratégie d'intervention du projet AROPA

La stratégie développée par AROPA, pour résoudre les problèmes et/ou atteindre les objectifs qu'il s'est assignés, se décline comme suit :

- Mise en place des dispositifs CGEAF² au niveau de chaque commune pour assurer les quatre fonctions : conseil technique, conseil économique, animation et interface (fourniture d'informations sur les prix et mise en relation avec les marchés) ;
- Appuis à l'élaboration et financement des MP/PP (Microprojets/Projets Professionnels) des OP ;
- Promotion du réseau de distribution des intrants agricoles et de fabricants des petits matériels agricoles ;
- Appuis à l'achat groupé des semences et intrants agricoles ;
- Promotion de l'agriculture contractuelle ;
- Appui à l'amélioration de la gestion de collecte et du stockage des produits ;
- Développement du couple OP/OM (Organisation Paysanne/Opérateurs de marchés).

DESCRIPTION DES RESULTATS OBTENUS

Produits des interventions au niveau des bénéficiaires (OP et EAF)

- Au niveau des EAF :
 - Une amélioration de leur technique culturale est constatée. Malgré les conditions climatiques qui constituent souvent un obstacle à l'augmentation de la production, les EAF adoptant les nouvelles techniques introduites par le projet ont obtenu de meilleurs résultats.
 - Avec l'appui du projet AROPA, 168 tonnes en 2011, 458 tonnes ont été commercialisées en 2012 auprès du PAM (Programme Alimentaire Mondial) et 1000 prévues pour cette année 2014.
- Au niveau des OP :
 - En 2013 : les 4329 EAF producteurs appuyés sont regroupés dans les 365 OPB membres des 14 unions qui sont répartis dans le district d'Amboasary et de Fort Dauphin. Un OPR a été créé vers la fin de l'année 2013 pour appuyer les unions dans la commercialisation groupée de maïs et l'organisation de l'approvisionnement groupée des intrants et petits matériels agricoles.

²CGEAF : Conseil de Gestion à l'Exploitation Agricole et Familiale

Ces OPB ont vu l'amélioration de leur niveau d'autonomisation (organisationnelle et financière) grâce aux renforcements de capacités, aux appuis en intrants et petits matériels agricoles et à la commercialisation groupée de maïs.

Effets à court et moyen terme, impact des interventions au niveau des EAF : augmentation de revenus (chiffré)

- Pour les EAF touchés par le projet AROPA, la réalisation de la vente groupée

de maïs auprès du PAM leur a permis d'améliorer leurs conditions d'existence (renouvellement de toitures de maisons, achat de zébus et paiement des frais de scolarisation de leurs enfants). La vente de leurs produits en une seule fois permet aux paysans d'investir dans le renouvellement de leurs moyens de production et l'extension de leurs superficies cultivées.

Le tableau ci-dessous nous résume l'évolution des chiffres d'affaires des EAF producteurs de maïs appuyés par le projet

	2011	2012	2013
EAF (nombre)		2610	4329
Quantité commercialisée (Tonnes)	168	458	197
PU (Ar/kg)	700	720	850
Chiffre d'affaire(Ar)	117 600 000 (53 455\$)	329 760 000 (149 891\$)	167 450 000 (76 114\$)

(Ar = Ariary, une monnaie locale et 1\$=2200 Ariary)

Tableau : Analyse des impacts et de la durabilité de l'intervention d'AROPA

DESIGNATION	Description	Facteurs de réussite	Limites
Impact économique	- Augmentation du revenu agricole des ménages Amélioration du prix du maïs auprès des producteurs et sur le marché local	- Mise en œuvre des appuis pour assurer l'augmentation de la production : introduction des semences améliorées adaptées (semence Mailaka) - Poursuite du couplage OP OM : Mise en relation des producteurs avec les OM potentiels ; recherche d'autres opérateurs que le PAM	La quantité disponible ne satisfait pas encore la demande du PAM
Impact social	- Amélioration de niveau de vie des ménages appuyés : « amélioration de leur cadre de vie (réparation de leur habitat), ils arrivent à couvrir les frais de scolarité de leurs enfants, acquisition des matériels agricoles » L'augmentation de la production en maïs entraîne aussi une amélioration de la sécurité alimentaire des ménages	Meilleure organisation des producteurs et des OP Existence de marché potentiel pour l'écoulement de leurs produits	Insécurité et enclavement de la zone de production
Durabilité	- Possibilité de pérenniser la vente groupée de maïs et les résultats obtenus	- Renforcement de l'implication de l'OPB mais dans le processus de commercialisation groupée avec PAM (négociation, contractualisation,)	- Quantité et qualité de maïs produites par les paysans
Replicabilité/ Effet de tâche d'huile	- L'approche et les outils utilisés dans le cadre du partenariat avec le PAM sont applicables pour les autres filières et dans d'autres zones ou régions	- Capitalisation des acquis et mise à l'échelle des bonnes pratiques	

AROPA redore les conditions d'existence des exploitants agricoles familiaux de la région Anosy :

Une productrice témoigne

Mme Masy habite dans le fokontany de Berano Ville, Commune Tanandava dans le district d'Amboasary. Elle élève seule ses 6 enfants dont deux sont encore scolarisés. Elle vit essentiellement de la culture de haricot, de manioc, de riz, de patate douce et de maïs qui lui procure un modeste revenu lui permettant de couvrir une partie des besoins familiaux.

« Avant l'arrivée du projet AROPA dans notre village, on produisait le maïs pour combler notre alimentation et aussi pour l'achat des PPN (Produits de Première Nécessité) dans la maison. Bien que je dispose d'une importante superficie de terrain cultivable (5 ha) laissée par mon défunt mari, je n'ai pu exploiter qu'une partie du terrain et produire seulement 700 kg de maïs ». Au total 50 % du maïs récolté par la famille est vendu sur le marché local selon le besoin en argent de la famille. « Comme il n'y avait pas d'acheteurs potentiels, on vendait le maïs auprès des collecteurs locaux à 80 Ar/ gobelet. Pour une campagne agricole, je fais un chiffre d'affaire d'environ 100 000 Ar (45\$) ».

Suite aux sensibilisations effectuées par le technicien du projet AROPA, Mme Masy s'est intégrée dans l'association Miarina Ambarobe et a bénéficié des différents appuis réalisés tels que des formations en gestion des exploitations, l'appui en semences améliorées et la commercialisation du maïs auprès du PAM. Grâce au projet AROPA, « j'ai augmenté mes superficies cultivées en maïs et réalisé 2 campagnes de culture en 2012. J'ai pu donc avoir un surplus de production de 2 tonnes que j'ai livré à notre association pour les vendre auprès du PAM. Ce qui m'a permis d'augmenter mon chiffre d'affaires à 1 400 000 Ar (636\$) ».

Pour cette année 2014, le projet nous a appuyés dans l'achat des semences améliorées « Mailaka » afin de remplacer nos semences à faible rendement.

« A travers l'union et l'OPB Miarina Ambarobe, j'ai obtenu 18 kg de semences que je dois rembourser au moment de la récolte. Après le passage de l'équipe du PAM et du projet AROPA dans notre Commune, j'ai livré 4 tonnes de maïs dans le magasin de l'association Miarina Ambarobe à Amboasary. Avec cette quantité, j'espère toucher une somme de 3 520 000 Ar (1 600\$) qui me permettra de financer l'acquisition d'une charrette pour le transport de mes produits et des petits matériels agricoles (charrie, angady ou bêche,) ».

Selon toujours notre mère célibataire, depuis l'arrivée du projet AROPA une amélioration de la situation nutritionnelle dans son village a été constatée et bien que la période de soudure touche encore bon nombre des ménages dans cette Commune, elle est moins dure par rapport à la situation avant-projet.



Valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et lutte contre la pauvreté au Mali

Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP)

Au Mali, l'agriculture constitue la principale activité des populations rurales. Toutefois, à causes des aléas climatiques, la production demeure aléatoire. La dépendance à une agriculture en mal de productivité renforce la vulnérabilité des communautés, qui de plus en plus, explorent des activités alternatives pour se soustraire de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

La valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) est une des stratégies d'adaptation adoptées par l'Union des femmes de la commune de Farakala. La production et la commercialisation du soubala sont devenues les activités phares de cette union qui s'affirme, de jour en jour, comme un des principaux remparts contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans la commune rurale de Farakala.



Photo : FPFNL

Décorticage et nettoyage des graines de néré après pilage.

12

Dans la commune rurale de Farakala (cercle de Sikasso) au sud du Mali, les sécheresses récurrentes ont sérieusement entamé la capacité de l'agriculture à satisfaire les besoins alimentaires des populations. La production étant constamment en baisse, la survie des plus pauvres est menacée.

Pour se soustraire de l'insécurité alimentaire et améliorer le niveau de leur revenu, les populations rurales explorent de plus en plus la solution des produits forestiers non ligneux (PFNL) qu'elles utilisent comme suppléments nutritionnels. Les PFNL génèrent, par ailleurs, des revenus importants qui permettent aux familles les plus démunies de régler certains de leurs besoins.

Parmi les espèces forestières exploitées figure en pôle position le néré (*Parkia biglobosa*). C'est l'espèce champêtre la plus caractéristique de la commune de Farakala. De ses graines sont extrait un produit très recherché, le «soubala». Utilisé comme condiment, il entre dans la préparation de nombreux plats traditionnels au Mali et un peu partout dans la région Ouest africaine. Le soubala est autoconsommé ou vendu

sur les marchés locaux à prix d'or. Il fait aussi l'objet d'un commerce international très lucratif qui génère d'importants revenus aux populations rurales et aux nombreux intermédiaires impliqués dans cette filière.

Le soubala, un produit alimentaire très prisé

Le soubala est issu de la fermentation des graines de néré (*Parkia biglobosa*), un arbre de la famille des Mimosaceae qui pousse dans les zones de savane. Ses fruits formés de longues gousses contenant des graines marron enrobées d'une pulpe jaune.

Si la pulpe est un produit de consommation très apprécié des populations du monde rural, ce sont surtout les graines qui donnent aux fruits du néré toute leur valeur.

Les graines du néré sont transformées par fermentation en un condiment à l'odeur très forte mais aux vertus nutritives et aromatiques très importantes. Le soubala est très riches en protéines et en fer mais aussi en vitamines C et en iode. Il a un

goût spécial qui en faisait le principal produit aromatique pour de nombreuses communautés avant l'apparition des bouillons industriels.

La production et la commercialisation de ce produit forestier non ligneux génèrent des revenus importants permettant de faire face à la pauvreté.

Le soubala s'exporte aussi très bien dans les pays de la sous région où il est connu sous des appellations différentes (« *nététou* » au Sénégal, « *dawa-dawa* » ou « *iru* » au Nigéria et au Ghana ; « *afiti* » au Togo et au Bénin).

Les types d'acteurs et leurs rôles dans la chaîne de valeur « Soubala »

La production de « *soubala* » est principalement le fait des femmes. Evoluant généralement dans le cadre d'associations et d'unions de productrices, elles dominent les maillons de la chaîne de valeur liés à la collecte des graines, à leur fermentation et transformation en « *soubala* » et sa vente sur les marchés locaux, nationaux et internationaux.

Dans la commune rurale de Farakala, l'Union communale des femmes de Farakala créée en 2006 s'est imposée en leader incontestable dans la production et la commercialisation du soubala.

Créée en mars 2006, l'union communale des femmes de Farakala fédère 45 organisations paysannes de base pour un total de 1200 femmes membres environ. Elle dispose de 11 coordinations représentant 12 villages (une coordination est composée d'association et de coopératives).

Les Objectifs visés par l'union sont la promotion de la prise en compte du genre dans le développement communautaire à travers le développement d'activités génératrices de revenus, l'amélioration des conditions de vie des membres de l'union et la responsabilisation des femmes de l'union dans les instances de prise de décisions de la commune.

Afin de rentabiliser et de renforcer la valeur ajoutée du soubala et de permettre aux exploitants familiaux de la commune de Farakala (Mali) de tirer des revenus plus conséquents de la vente du soubala, l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) accompagne les producteurs à travers le renforcement de capacité, des visites d'échange, un appui conseil, la formation en leadership féminin et la protection de l'environnement.

Lors de l'étude- diagnostic réalisée par l'AOPP pour comprendre la structuration de la chaîne de valeur soubala dans la commune de Farakala, 8 catégories d'acteurs de la chaîne ont pu être identifiés, parmi lesquels, nous avons : les col-

lecteurs, les institutions de financements, les transformateurs, les emballagistes, les commerçants, les transporteurs. Ceux-ci sont en relation directs dans la valorisation du Soubala dans la zone.

Organisation de l'union autour du marketing collectif du SOUMBALA

La collecte des graines de néré

Dans le cadre de la production de Soubala, la collecte des graines de néré constitue la première chose à faire. Elle se fait en tenant compte de plusieurs facteurs dont la qualité des graines qui doit être irréprochable pour un produit de qualité. Un dispositif établi a permis à l'union de suivre correctement cette partie du travail qui conduira à la transformation ou production de Soubala.

Le dispositif de collecte mis en place ce traduit comme suit :

- Entretien entre le président et le secrétaire de l'union pour la fixation d'une date de la préparation de la campagne
- Envoi de lettres d'invitation aux représentants membres des coordinations villageoises, pour la tenue d'une AG
- Assemblée Générale pour Organisation et planification de la campagne de collecte et commercialisation de Soubala
- Restitution de l'AG au niveau des coordinations villageoises

- Les fruits de néré à maturité, une réunion des chefs de villages et des chefs de chasseurs permet de donner le feu vert à la population pour la cueillette
- Cueillette individuelle des produits par les ménages et vente des graines de néré auprès des relais
- Collecte et achat des produits (graines de néré) au niveau village par les relais

- Acheminement et stockage, par les relais, des produits (graines décortiqués) au centre de transformation l'union de Farakala.

- Vérification des quantités et triage des graines

- Mise en place des commissions de travail au sein des coordinations villageoises de l'union, pour le démarrage de la production de Soubala

- Rencontre de planification des activités de transformation et production de Soubala avec les commissions de travail

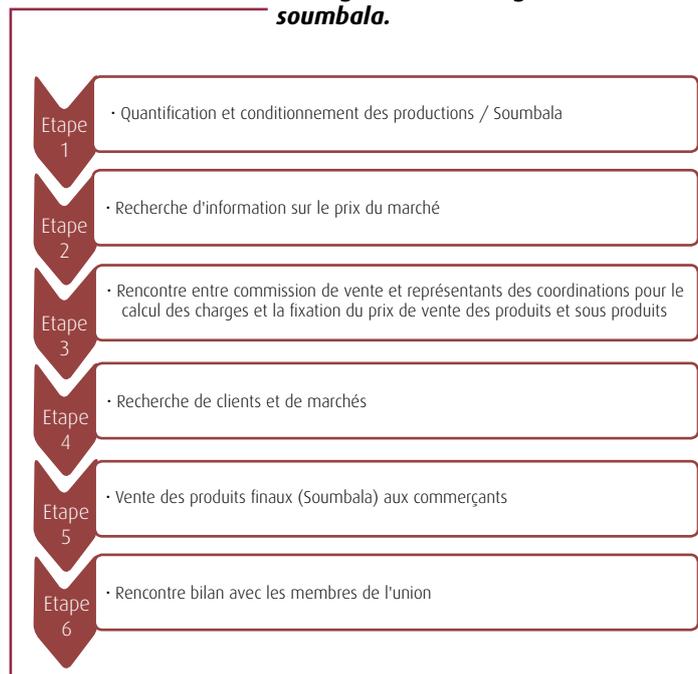
La commercialisation et le marketing collectif du soubala

Pour permettre la réussite des activités de commercialisation des PFNL, après transformation du néré et production de Soubala, l'union adopte le système de vente groupée. Pour faciliter l'organisation de cette pratique, une commission de vente a été mise en place. Elle s'occupe totalement des aspects liés au marketing collectif y compris le calcul des charges et la fixation des prix.

Tableau : La pyramide des acteurs de la chaîne de valeur Soubala à Farakala



Stratégie de marketing collectif du soubala.



Le partenariat, une stratégie pour renforcer les capacités de l'Union

Pour atteindre les objectifs qu'elle s'est assignés, la stratégie adoptée par l'union féminine de Farakala a été de développer des relations partenariales avec des structures d'appui. Ce partenariat a permis de renforcer les capacités techniques et organisationnelles de l'union.

Tableau synoptique de l'évolution du partenariat au sein de l'union des femmes de la commune de Farakala

Année	Structures d'accompagnements	Type d'appuis
2012	FAFPA	- Formation filière / Karité - Appui équipement / Karité
2006- 2012	APROFEM	- Infrastructure et équipement ; - Renforcement de capacité, appuis conseil
2006- 2012	IFDC	- Renforcement de capacité et visites d'échanges
2010 - 2012	AOPP	- Organisation des OP - Renforcement de capacité, - Visite d'échange, développement des filières - Appuis conseil, - Développement du leadership féminin
2009 - 2010	Mali FOLK center	- Protection de l'environnement, - Construction foyer amélioré
2008	APLF	- Formation sur leadership, - Visites d'échanges
2006 - 2012	AGIR	- Appuis financier/subvention - Appui en équipement (machine de couture), - Formation sur les techniques de couture
2005 - 2012	Mairie	- La participation des femmes à l'élaboration des PDSEC, - Implication des femmes aux activités de la mairie (réunion et planification) - La recherche de partenaires
2002 -2005	ACOD gnétaso (Association Conseil Développement)	Renforcement des compétences (femmes)
2000 - 2005	Jèkaci	- Organisation des OP, - Financement pour fonds de roulement
1991-2012	CRCR	- Promotion des produits et renforcement de capacités - Appuis conseil,

14

Des résultats satisfaisants

Tableau : Dépenses annuelles pour l'achat de graines de néré

Années	Quantités de graines de Néré achetées par an (Kg)	Prix d'achat du kg de graine de néré en CFA	Prix d'achat annuels
2008	8000	255	1 800 000
2009	7500	225	1 687 500
2010	5000	225	1 125 000
2011	2150	550	1 193 500
Total	22670		4 612 500

Source : AOPP

Tableau : Recettes annuelles générées par la vente de soubala

Années	Quantités de soubala vendu par an (Kg)	Prix de vente du Kg en CFA	Recettes annuelles
2008	7359	1250	9 198 750
2009	6999	1275	8 748 750
2010	4699	1500	7 048 500
2011	1996	1500	2 944 000
Total	21 053		27 990 000

Source : AOPP

Entre 2008 et 2011, l'union a réalisé un bénéfice net de **23 377 500 FCFA** issu de la vente de soubala. Cette forte marge bénéficiaire est liée à la hausse régulière du prix de vente du kilogramme de soubala qui triple parfois le prix d'achat des graines de néré (1500FCFA : prix de vente du Kg de soubala en 2011 contre 550FCFA pour le prix d'achat du Kg de graines).

Il faut toutefois signaler que la production de soubala connaît une baisse régulière depuis 2008. De 7359KG de soubala produit en 2008, l'Union n'a produit que 1996 Kg de soubala en 2011. Cette baisse s'explique par la sécheresse qui décime les pieds de néré. Cela a joué sur la disponibilité des graines de néré pour la production de soubala.

En outre, le marché est envahi par des substituts de soubala tels que les bouillons en poudre.

Une gestion concertée des produits forestiers non ligneux (PFNL) au niveau communale

De façon générale, les PF de cette commune sont gérés par les ménages agricoles et les commissions de travail de l'union en se référant sur une convention collective établie en consensus avec la mairie.

Une équipe constituée de cinq (5) personnes à été mise sur pied (un représentant pour chacune des entités suivantes : Eaux et forêts, Mairie, Union des femmes, Coopérative agropastorale, Conservation de la nature), veillant sur la bonne gestion des ressources et produits forestiers non ligneux (PFNL).

Pour chaque campagne agricole, la dite équipe réalise une mission d'échange et de supervision ; il s'agit principalement de :

- Sensibiliser les populations rurales de la commune de Farakala sur l'importance des produits forestiers non ligneux (PFNL) dans le cadre du développement communale,
- De la nécessité de protéger les produits forestiers non ligneux (PFNL) avec les avantages qu'ils peuvent apporter à la population et aux organisations agricoles.

Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP)

AOPP est membre de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP) www.cnop-mali.org



Une expérience de commercialisation du macabo au Cameroun : des producteurs camerounais de tubercules de macabo vendent aux acheteurs gabonais pour gagner plus

SAILD/Cameroun

Au cœur d'un partenariat tissé entre de petits agriculteurs à 130 km de Yaoundé au Cameroun et des commerçants gabonais, seule la confiance tient lieu de signature. Et ça marche. Les producteurs tirent allègrement profit de la vente de leurs tubercules de macabo au bord du champ, réduisant les tracasseries et aléas liés au transport sur les marchés.

Le marché gabonais est depuis toujours fortement demandeur de produits vivriers en provenance du Cameroun. Afin de tirer parti de ce filon, Alain Roger Nkot II, producteur de macabo à Song-Bayang par Eseka dans le département du Nyong et Kellé, à environ 130 km au sud-ouest de Yaoundé, a entraîné d'autres producteurs de cette denrée, dans la vente groupée aux acheteurs venus du Gabon.

Ces dernières années, l'amélioration des voies de communication, grâce au financement par l'Union européenne du bitumage de la route reliant le nord du Gabon au sud du Cameroun, a accentué les transactions agro-commerciales entre les deux pays.

Le macabo, tubercule très apprécié et consommé par les populations de culture Bantou dont fait partie la grande majorité des Camerounais et des Gabonais, figure parmi les spéculations demandées sur le marché gabonais.

Alain Roger Nkot II affirme : « Les commerçants gabonais viennent acheter notre production au bord du champ. Ils font des offres financières supérieures à celles de nos frères camerounais qui, en plus d'acheter le macabo nettement moins cher, préfèrent se faire livrer dans les marchés urbains. » Vendre aux Gabonais est donc une aubaine pour les producteurs de Song-Bayang. Ils réalisent une importante plus-value et sont exempts des multiples aléas du transport et de l'évacuation de leurs produits agricoles.



Tubercules de macabo

Photo : SAILD

La confiance comme signature

D'après les résultats du recensement général de la population des deux pays limitrophes, recensement effectué respectivement en 2005 pour le Cameroun et en 2012 pour le Gabon, la population camerounaise est de plus de 20 millions d'habitants, tandis que la population gabonaise est de 1 million 600 mille âmes. Vu ainsi, en principe, c'est le Gabon qui devait lorgner le marché camerounais pour le ravitailler. Mais c'est l'inverse qui se produit. Ceci peut s'expliquer : contrairement au Cameroun où l'agriculture occupe plus de 60% de la population, le Gabon n'est pas réputé agricole. Ce pays limitrophe du sud du Cameroun est appuyé depuis longtemps essentiellement sur ses ressources naturelles pour se développer.

Néanmoins, selon des indiscretions de commerçants, les produits agricoles achetés par les Gabonais ne seraient pas tous consommés au Gabon. Ce pays servirait de transit pour le convoi de vivres à vendre dans d'autres pays frontaliers, en l'occurrence la République Démocratique du Congo et l'Angola. La ruée vers les vivres camerounais est devenue de fait une né-

cessité pour les commerçants qui font la ligne Cameroun-Gabon.

Jusqu'au début des années 2000, les acheteurs gabonais s'arrêtaient dans les marchés frontaliers qui bordent le fleuve Ntem dans le Sud du Cameroun, à l'instar des marchés d'Abang-Minko'o et de Kyé-Ossi. Mais depuis pratiquement 7 à 8 ans, ils vont jusqu'au très fond des villages camerounais et à des distances inimaginables où ils s'investissent dans les champs et participent même parfois aux récoltes. C'est dans ce sillage que des partenariats se tissent tous azimuts entre producteurs et commerçants, tel que celui avec le groupe de producteurs de Song-Bayang par Eseka.

Ce partenariat qui consiste en la vente groupée des tubercules de macabo du village Song-Bayang aux acheteurs gabonais tient sur un accord basé essentiellement sur la confiance. Les rendez-vous des ravitaillements sont pris par téléphone au moins quatre jours avant la date d'arrivée des acheteurs ; le temps pour les producteurs d'engager la récolte et de conditionner la marchandise. Les acheteurs qui doivent parcourir plus de 400 km qui les séparent de la frontière gabonaise à Eseka aiment trouver les produits déjà prêts

à embarquer au bord du champ dans le village. Song-Bayang est un village de la commune rurale de Biyouha, à 25 km d'Eséka dans le département du Nyong-et-Kellé et à environ 130 km de Yaoundé, sur la route de Douala.

400 km à parcourir

Grâce à leur dynamisme, les producteurs de macabo de ce village ont été repérés en 2012 par les acheteurs gabonais qui sillonnent de jour comme de nuit cette zone de haute production agricole, qui a l'avantage d'avoir des voies d'accès relativement bien entretenues. Le Chef supérieur de Song-Bayang, Sa Majesté Nkot Gouet Jean Privat déclare : « Notre village a de riches potentialités agricoles et excelle dans deux produits agricoles fortement ancrés dans nos habitudes alimentaires avant d'être des spéculations commerciales : ce sont le macabo et l'huile de palme. » Dans la localité, le macabo se mange sous mille et une formes et à toutes les sauces, dont la plus réputée est le Mbongo Tchobi, de couleur noire épicé est l'écorce du poivrier sauvage brûlée.

Le chef du village fait le constat : « Depuis que les Gabonais sont fréquents sur la route de notre village, beaucoup de producteurs ont étendu leurs champs de macabo dans l'optique de vendre et pas seulement de consommer. »

D'après les statistiques du Chef de poste agricole de Song-Bayang, les producteurs de macabo de Song-Bayang ont une capacité de production annuelle d'environ 1500 tonnes. Les acheteurs gabonais prennent chaque semaine 150 sacs de 100 kg de macabo encore appelés filets. Ce qui fait près de 750 tonnes de macabo vendus annuellement aux acheteurs gabonais, soit la moitié de la production locale. Le reste est soit consommé sur place, soit vendu en petites quantités à des acheteurs camerounais pour les marchés urbains.

A titre indicatif, le département du Nyong-et-Kellé dont fait partie le village Song-Bayang produit annuellement plus de 64 200 tonnes de macabo (statistiques 2010 du Ministère de l'agriculture et du développement rural - MINADER). Soit plus du 1/5 de la production totale nationale évaluée à 300 000 tonnes (Statistiques 2008 de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement - IRAD).

Le partenariat acheteurs gabonais-producteurs de Song-Bayang a mis ces derniers à l'abri des aléas inhérents à la commercialisation des vivres frais. Et ils en tirent tous les avantages. Joseph Segbe, producteur de macabo depuis dix ans confie : « Nous sommes en position de force dans les négociations. Nous ne commençons à récolter et à conditionner le produit que lorsque nous tombons d'accord avec les Gabonais sur le prix d'achat. Ce partenariat nous permet d'évacuer une grande quan-

tité de produits à la fois et de consacrer plus de temps à ce que nous savons faire de mieux, produire. » Oscar Biyiga, autre agriculteur, déplore néanmoins la seule difficulté qu'il relève dans l'exécution de ce contrat : le non respect des rendez-vous. Face à cela, ils ont adopté une mesure pour se prémunir des désagréments. Il déclare : « Quand il arrivait que nos partenaires gabonais ne respectent pas la date de rendez-vous pour le retrait de leurs commandes, nous étions embarrassés et devons trouver une voie de sortie rapide en contactant des acheteurs locaux qui, malheureusement, n'achètent pas au même prix. Cela nous a emmené à être plus exigeants en réclamant une avance financière par un transfert de fonds, avant de regrouper la commande. Le macabo est une denrée très périssable quand il est récolté et conditionné dans des sacs. L'acheteur qui ne vient pas retirer sa commande le fait à ses risques et périls. »

Sans intermédiaires

L'un des acheteurs gabonais, Benoît Mouissi reconnaît : « Ce partenariat nous donne une garantie d'approvisionnement sûre. Nous faisons moins d'efforts pour la collecte. Quand nous quittons le Gabon, notre principal objectif est de nous procurer la bonne marchandise en un minimum de temps. Avec les producteurs de Song-Bayang, ce critère est garanti. Nous avons parfois des désaccords à cause des petits retards de retrait de commande dus aux pannes de nos camions ou à des mauvaises conditions de voyage. Mais nous finissons toujours par nous entendre. »

Les Gabonais achètent un sac de macabo à 1000 Fcfa, voire 2500 Fcfa plus cher que les acheteurs camerounais. Au vu du grand nombre de sacs de macabo vendus mensuellement et annuellement, c'est un gain énorme pour ces producteurs qui traitent avec leurs clients directement sans avoir à passer par des intermédiaires.

Du fait de la manne financière qu'elle glane, cette activité attire vers le village Song-Bayang, des ressortissants d'autres régions du pays qui viennent y travailler comme tâcherons pour gagner 5000 Fcfa à 10 000 Fcfa par jour dans la récolte et le conditionnement des tubercules de macabo (le SMIG au Cameroun est de 28 000 Fcfa).

Au-delà de l'aspect financier, le partenariat avec les commerçants gabonais a également apporté plus de solidarité entre les producteurs de Song-Bayang. Leur success story dans la vente du macabo les a encouragés à envisager ce modèle de commercialisation pour la vente du bananier plantain.

Alain Roger Nkot II affirme : « La demande en tubercules est sans cesse croissante, nous nous organisons pour répondre à cette demande en augmentant les

Oscar Biyiga, producteur de macabo à Song-Bayang/ Cameroun

« Le macabo est très rentable quand on a pour clients des Gabonais »

Quelle est votre capacité d'approvisionnement du marché ?

Quand mon macabo est à maturité, je livre 50 à 70 filets de tubercules par semaine. Pour remplir un camion, il faut en moyenne 90 filets. Nous nous organisons toujours pour compléter la cargaison avec les sacs d'autres petits producteurs. A Song-Bayang, il n'y a pas de champ communautaire ; chaque producteur a son champ et on fait la vente groupée des produits. Le macabo que je récolte actuellement a été planté l'année dernière sur 22 hectares.

A quel prix vendez-vous aux acheteurs gabonais le sac de tubercules ?

En période d'abondance qui se situe entre les mois de décembre et février, nous vendons aux Gabonais le filet de 100 kg de macabo au bord du champ à 15 000 Fcfa, voire à 16 000 Fcfa. A partir du mois de mars où le macabo commence à devenir rare, le même sac est vendu entre 20 000 Fcfa et 25 000 Fcfa. Je cultive le macabo depuis deux ans, et je peux affirmer aujourd'hui que c'est une culture très rentable, surtout quand on a pour clients, des Gabonais.

Quelles sont vos relations avec les acheteurs gabonais ?

Ce sont des relations amicales. Mais au début, il y avait quelques suspicions de part et d'autre. Nous avons eu à travailler avec plusieurs acheteurs. Finalement, avec le temps, nous avons retenu deux acheteurs avec qui nous travaillons désormais en permanence.

Propos recueillis par Irénée Modeste Bidima

superficielles cultivées et en améliorant nos techniques culturales.» D'après lui, ce partenariat a encore de très bonnes perspectives devant lui.

Irénée Modeste Bidima

BP 11 955 Yaoundé CAMEROUN
i-modeste.bidima@saild.org

Article produit par SAILD et partagé dans le cadre du projet IR-Inforoutes/OIF.

Sources exploitées :

- Résultats du recensement général de la population du Cameroun, 2005
- Résultats du recensement général de la population du Gabon, 2012
- Statistiques 2010 du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER)
- Statistiques 2008 de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)

La contractualisation : un moyen pour promouvoir l'agrobiologie et asseoir un développement agricole durable

Abdoulaye DRAME



Visite de sites par la COPEBAN-REFABEC

Afin d'asseoir un circuit de commercialisation propre à la production biologique dans la région de Thiès au Sénégal, d'insérer les femmes rurales productrices de Bio dans un circuit commercial sécurisé et rentable, de développer un commerce équitable par le biais d'un partenariat ville/campagne et de préserver durablement la biodiversité, l'ONG Agrécol Afrique a mis en place un système de contractualisation innovant mettant en relation producteurs bio et opérateurs de marché.

Cette initiative a donné un coup de fouet à la production Bio et facilité l'accès au marché aux producteurs qui tirent une plus grande valeur ajoutée de leurs productions.

Objectifs de la contractualisation

Dans la région de Thiès au Sénégal, l'agriculture biologique est de plus en plus reconnue par les producteurs comme la solution durable au développement agricole.

Toutefois l'absence de visibilité et de promotion des produits Bio au niveau des

marchés, le déficit organisationnel et la présence massive d'intermédiaires qui définissent les lois du marché constituent de réelles contraintes au développement de l'agrobiologie.

L'objectif de ce projet développé et mis en œuvre par L'ONG AGRECOL Afrique est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et la préservation de l'agrodiversité à travers le développement de

relations saines et équilibrées entre producteurs et opérateurs de marché. Concrètement il s'agit de promouvoir les techniques agro écologiques et biologiques à travers la contractualisation entre producteurs et opérateurs de marché et surtout de faciliter l'écoulement des produits bio à travers un système de commercialisation innovant qui réduit les intermédiaires pour un prix juste.

Les étapes de la contractualisation

Le processus de contractualisation se décline en trois étapes :

- Identification de l'opérateur de marché et des organisations de producteurs. Dans le cadre du projet, l'opérateur de marché est le REFABEC (réseau des femmes en agriculture biologique et en commerce équitable) ; la COPABEN est l'organisation qui assure la production. Ces deux structures qui entrent en partenariat, partagent la même vision et s'activent dans les mêmes secteurs. C'est important car cela permet plus de convergence par rapport à l'activité.
- Les deux structures discutent des clauses du contrat (prix, calibre des produits, modalités d'acheminement des produits et modalités de paiement).
- Etablissement d'un contrat tripartite entre COPABEN, REFABEC ET AGRECOL.

L'ONG AGRECOL joue le rôle de facilitateur. Son rôle est de garantir le caractère bio du produit. Elle appuie les deux structures à rédiger le contrat et joue le rôle d'arbitre en cas de conflit.

La COPABEN et le REFABEC ont une relation commerciale. La COPABEN peut aussi vendre directement aux consommateurs. Le REFABEC aussi une fois qu'il acquiert les produits bio, les achemine vers ses différents marchés à Thiès ou dans ses différentes unités commerciales pour écouler le produit.

L'avantage d'un tel dispositif est qu'il limite l'emprise des intermédiaires qui souvent font gonfler les prix ce qui rend les produits souvent inaccessibles.

Dans les contrats, il faut un cahier de charge clair (outil important entre l'opérateur de marché et le producteur) : il faut les clauses suivantes : ne pas appliquer des engrais chimiques ; produire sa propre semence ; faire de la rotation ; préserver les ressources naturelles.

Résultats : renforcement de la production Bio et professionnalisation des acteurs

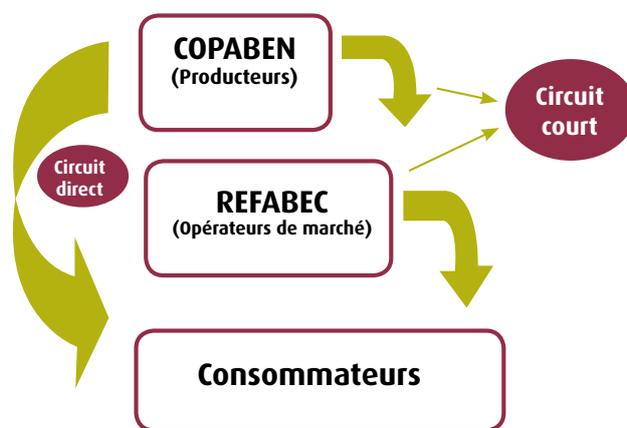
Les principaux résultats sont une intensification de la production dans les zones d'intervention du projet. 250.40 Tonnes de produits (oignon) ont été produits dans les différentes zones d'intervention avec 473 bénéficiaires pour une superficie de 27.78 ha emblavées pour la production bio.

Dans le plan stratégique de l'ONG AGRECOL, il est prévu de quintupler cette capacité de production, ce qui nécessairement va exiger de mettre en place un ensemble de dispositifs.

Schéma 1 : le rôle de l'ONG Agrécol dans le processus de contractualisation



Schéma 2 : les circuits de commercialisation des produits bio



Grâce au projet, les producteurs prennent de plus en plus conscience de l'importance de la diversité biologique dans l'amélioration de la production et la santé des sols.

De meilleurs produits sont mis sur le marché à des prix abordables (la qualité des produits est discutée en amont entre les différentes parties).

Il y a aujourd'hui une plus grande disponibilité du produit sur le circuit de distribution Bio.

Avant la grande difficulté des consommateurs Bio était de ne pas pouvoir différencier les produits Bio des produits de l'agriculture conventionnelle sur le marché. Avec la mise en place de ce système et de la mise en place du marché du REFABEC le consommateur sait désormais où aller pour trouver les produits Bio.

75% de la production est écoulee sous contrat (le paysan avant même de produire est assuré de trouver un débouché pour son produit). La production est programmée par rapport aux besoins du marché. Ce qui conduit à une planification plus importante dans le travail.

L'initiative de l'ONG Agrécol a favorisé une amélioration de la biodiversité dans les

fermes de production grâce à l'utilisation d'intrants qui favorise une préservation durable des ressources naturelles (engrais naturels) et la production de semences locales.

Tableau : Intensification de la production dans les différentes zones d'intervention de l'ONG;

Cam-pagnes	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nbre de bénéficiaires	118	228	473
Superficie emblavée (ha)	12	19	27,78
Productions oignons (tonnes)	125,1845	156,708	250, 40

Amy Dione, Productrice maraîchère 'Je suis confiante pour mon avenir, je vois loin maintenant'

Je me nomme Amy Dione, j'ai 50 ans, mariée, mère de 7 enfants. J'habite à Keur Matouré Gning, village situé à moins de 20 km de Thiès.

Ce village est composé majoritairement de Wolofs qui vivent en harmonie avec des Sarakholés et des Peulhs. Nous sommes tous des musulmans avec une forte présence de mourides et quelques tidianes. Dans notre village, nous nous activons dans l'agriculture, le commerce. Les jeunes du village sont des maçons ou chauffeurs dans les grandes villes.

Moi Amy, je suis femme de ménage, je fais le petit commerce et je pratique l'agriculture. Je dispose d'un champ que mon mari m'a offert. Il n'est pas éloigné du village et fait à peu près 1ha. Je cultive dans mon champ des céréales pendant l'hivernage avec l'appui de mes enfants.

Pendant la saison sèche, les femmes du village, à part les activités du secteur informel, ne faisaient pratiquement rien sinon s'occuper de la maison. Cette situation nous fragilisait beaucoup car elle ne nous permettait pas de

participer aux charges de la famille. Notre situation était gênante durant ces quelques 5 mois.

Cependant, à travers le maraichage que nous pratiquons grâce à l'appui de l'ONG AGRECOL Afrique, je travaille toute l'année. En effet, je dispose de 9 planches sur lesquelles je cultive de la tomate, de l'oignon, de la laitue, du concombre, du piment.

Le maraichage est une activité rentable à tous les niveaux. Il m'a permis de participer aux dépenses quotidiennes de la famille, soit en condiments ou en argent. Je ne consomme pas seule les légumes obtenus dans mes planches, j'en distribue une partie à mes voisines. A l' campagne d'oignon passée, j'ai gagné plus de 50 000FCFA à travers la vente de l'oignon. Cet argent est réinvesti dans la famille et surtout dans la scolarité de mes enfants qui sont au collège.

Les différentes formations reçues sur l'agriculture biologique et l'expérience que je suis en train de vivre dans mon activité m'ont permis d'être plus consciente de l'importance de

l'utilisation d'intrants biologiques dans l'agriculture et du danger des pesticides chimiques sur la santé. Sur le plan même de la saveur, les légumes issues de l'agriculture bio sont plus appétissantes que celles de l'agriculture conventionnelle. Même mon époux m'en a fait la remarque.

A Keur Matouré GNING, nous travaillons tous ensemble dans un bloc dans lequel chaque femme possède ses planches. Cette cohabitation a pacifié nos rapports et nous échangeons beaucoup sous le grand manguier qui se trouve dans le bloc. C'est ainsi que l'on est parvenu à régler bon nombre de conflits entre les femmes du village. Maintenant, nos groupements sont plus fonctionnels et nous travaillons plus et prenons beaucoup d'initiatives sous ce grand arbre.

Maintenant, je suis plus confiante pour mon avenir et pour celui de toutes les femmes du village !!!

Propos recueillis par Abdoulaye DRAME, Chargé de Programmes ONG AGRECOL Afrique

L'élémentaire à l'école du BIO

Keur Ndiogou Ndiaye est un village de la communauté rurale de Tassette dans l'arrondissement de Notto Diobass, région de Thiès à 32 km de Thiès ville, 19 km de Mbour. L'école élémentaire dudit village vit à plein rythme l'agriculture biologique. Tout est parti de l'expérience amorcée par l'ONG AGRECOL Afrique(AA) au bénéfice des femmes de la localité.

En effet, avec l'appui de l'ONG AA, les femmes des villages ont exploité dans les locaux de l'école une culture de tomate dont les rendements ont dépassé largement les résultats escomptés. C'est au mois de décembre 2013 que les enseignants de l'école ont décidé de s'essayer à l'agriculture bio en commençant par quelques planches d'oignon et une planche de laitue pour l'autoconsommation. Il faut noter que l'arrosage de ces planches était entièrement pris en charge pour les enseignants. Comme le dit l'adage, « l'appétit vient en mangeant », d'autres semis comme la tomate, les choux, l'aubergine, le diakhatou et la pomme de terre seront effectués et la culture de la laitue élargie, d'une part, et d'autre part, le public qui s'y intéresse s'est agrandi à travers l'implication des élèves dans le maraichage.

Le jardin scolaire a des impacts dans tous les domaines : pédagogique, économique, social, etc. Il permet aux enseignants de concrétiser les enseignements dans presque toutes les matières =GEOMETRIE – Initiation Scientifique et Technologique – Vivre Dans Son Milieu-Vivre Ensemble – GEOGRAPHIE. Une visite guidée dans le jardin permet de voir que les planches ont des formes géométriques diverses et servent ainsi d'exemples pour les apprentissages faits par les maîtres. On ne peut rester une semaine sans voir les maîtres sortir les élèves dans le jardin pour la concrétisation des enseignements.

Il faut rappeler que l'arrosage, jadis géré par les enseignants, est aujourd'hui effectué par les élèves organisés en équipes fonctionnelles du lundi au dimanche.

La vente des produits du jardin est confiée à deux élèves des CM, épaulés par un maître de l'école. Les fruits de cette vente, bien que minimes, serviront à financer un volet de la fête de fin d'année devant marquer le cinquantenaire de l'école. Une interview menée du côté des enseignants permet de voir que malgré, les réticences et le scepticisme du départ, tous adhèrent pleinement à la culture bio à l'école et préparent activement l'année scolaire 2014/2015.

Au regard du succès de l'AB dans le village, le corps enseignant et les élèves désirent accroître leur connaissance en technique d'horticulture. Chez les élèves, la transparence dans la gestion des ventes et la gestion participative de l'activité ont favorisé un engouement et un engagement auprès de cette population. Comme quoi, la bonne gouvernance dans la gestion des affaires scolaires génère des résultats probants. C'est pourquoi, l'introduction de l'agriculture a augmenté considérablement l'attachement des élèves à la chose scolaire ce volet est géré par 4 élèves, dont l'élève du CE 2 et du CM, qui se chargent d'alimenter correctement les poussins et de nettoyer le poulailler.

Les prochains objectifs que se fixent l'équipe pédagogique et les élèves de l'école, en sus de l'agriculture, sont la guerre contre les matières plastiques à l'école et dans le village et la consommation de bouillons.

Abdoulaye DRAME, Chargé de Programmes à l'ONG AGRECOL Afrique
Souleymane Ba, Directeur de l'école de Keur Ndiogou Ndiaye

Quelques leçons tirées de l'expérience:

- L'incitation économique est un moyen efficace de promouvoir les technologies de préservation de l'agrobiodiversité.
- Elle conduit vers une plus grande professionnalisation du secteur.
- Planification plus importante dans le travail

- Clientèle fidélisée
- Focalisation sur le travail parce que les producteurs ont l'assurance de vendre. Il y a production par rapport aux besoins du marché
- Les gens, s'ils ne sont pas informés des vertus des produits Bio, ne pourront pas les acheter. Il y a un déficit de communication criard sur le Bio qu'il faut résorber.

- Il est rare de voir des producteurs qui avant d'aller à la production, planifient leur production. AGRECOL est arrivé à faire en sorte que les paysans planifient leur production systématiquement. C'est un acquis fondamental qu'il faut consolider et mettre à l'échelle.

Abdoulaye DRAME
Sociologue-Ingénieur en GP



Appui aux initiatives et innovations paysannes porteuses pour réduire la vulnérabilité des exploitants familiaux au Niger : l'approche du PPILDA

PPILDA

20



RNA dans un champ de manioc

- **Repérage et caractérisation des initiatives et innovations** : il s'agit d'identifier les initiatives et innovations développées par les populations en vue de faire face aux contraintes diverses ou d'exploiter le répertoire existant (par exemple celui du Programme d'Appui à l'Initiative et à l'Innovation Paysannes/PAIIP, d'un service technique ou d'une ONG). Cette étape conduite par une équipe restreinte de spécialistes des questions sociales, économiques et agronomiques, constitue une phase complémentaire aux autodiagnostic car elle permet de rencontrer individuellement les innovateurs et de discuter largement avec eux. Au cours de ces investigations, les différentes modalités des initiatives et innovations et leurs pratiquants sont connus.
- **Mise au point des initiatives et innovations** : après la caractérisation, il est procédé à une expérimentation de l'innovation soit en milieu paysan, soit en station en vue de mieux dégager sa pertinence et son efficacité sous les angles techniques, économiques et sociaux. Cette mise au point est faite de façon conjointe en partenariat avec les chercheurs, les populations et les porteurs de l'initiative ou de l'innovation.
- **Autoévaluation** : il s'agit de partager et échanger sur les résultats issus de l'expérimentation. Chaque acteur se prononce sur la pertinence et l'efficacité des résultats obtenus et des décisions sont prises. L'innovation jugée pertinente (elle peut permettre de résoudre la contrainte ou d'exploiter les opportunités) et efficace (elle résout la contrainte dans les conditions de l'adoptant) passe à l'étape de socialisation ; dans le cas contraire, elle est rejetée ou soumise à d'autres analyses.
- **Socialisation des initiatives et innovations** : l'objectif de cette étape est de porter à la connaissance des populations les avantages de l'innovation, ce qui permettra d'en mesurer la portée. Par la suite, le libre choix est donné à tous ceux qui remplissent les conditions techniques, économiques et sociales de l'appliquer.
- **Capitalisation** : elle consiste, sur la base des principaux résultats obtenus à

Pour promouvoir les initiatives et innovations paysannes d'amélioration des conditions de vie des communautés paysanne du département d'Aguié (région de Maradi Niger), le Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA) a adopté une « Approche d'appui aux initiatives et innovations paysannes porteuses ». Il s'agit d'un processus qui se veut être un outil fiable et généralisable d'identification, de validation, de promotion et de diffusion des innovations et initiatives dans la zone du projet. L'approche vise à aider les communautés dans l'analyse physique et socioéconomique de leur milieu, pour qu'elles puissent proposer des solutions à mettre en œuvre avec l'appui des partenaires. Elle doit permettre de mesurer les portées et l'impact des innovations et initiatives, de répondre de façon efficace et durable aux préoccupations des populations bénéficiaire et de mettre au point des mécanismes et stratégies de diffusion et de pérennisation de celles qui sont jugées pertinentes.

Un processus d'appui en huit étapes majeures

Le processus d'appui aux initiatives et innovations paysannes porteuses comporte huit (8) étapes principales, à savoir :

- **Autodiagnostic villageois et planification des activités** : avec comme objectif d'appuyer les communautés villageoises à identifier et prioriser leurs contraintes

et leurs potentialités et à proposer des solutions qu'elles traduiront en activités porteuses susceptibles de répondre à leurs préoccupations majeures. Elle se fait en assemblées villageoises regroupant toutes les composantes et catégories sociales et aboutit à l'élaboration des plans d'actions villageois et inter villageois qui seront mis en œuvre dans une dynamique de développement local.

l'issue des phases ci-dessus, à sortir un document qui décrit de façon détaillé le contour de l'initiative ou de l'innovation. En fonction des groupes-cibles, plusieurs types de supports sont produits pour mieux passer l'information. Pour les paysans, ce sont des fiches techniques ou des affiches simplifiées qui sont produites et mises à la disposition des vulgarisateurs (services techniques ou groupements paysans). A l'intention des partenaires de la recherche ou d'autres projets, des documents de capitalisation plus détaillés sont produits.

- **Diffusion** : l'objectif ici est d'assurer l'adoption à grande échelle de l'innovation. Les principaux canaux utilisés sont les séances d'animation villageoise, les émissions radiotélévisées, les visites d'échanges, etc.
- **Evaluation de l'adoption** : il s'agit de déterminer, dans le cadre du suivi-évaluation, le taux d'adoption de l'innovation ainsi que les effets et impacts ou bénéfices engrangés.

Initiatives et innovations promues

Une trentaine d'initiatives et d'innovations paysannes dans divers domaines (production agricole et animale, sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles, socio-organisationnel, institutionnel), ont été répertoriées. Celles qui ont fait plus l'objet d'adoption avec des impacts plus perceptibles sur notamment la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, sont les suivantes:

Parcelles d'Initiatives Paysannes (PIP) agricoles : Les PIP sont des dispositifs participatifs de démonstration de technologies porteuses issues de la recherche ou du milieu paysan. Elles se basent sur un partenariat entre paysans, chercheurs et agents de vulgarisation. Dans l'idéal, elles sont situées à proximité d'une grande voie de communication pour faciliter l'accès aux bénéficiaires et, plus en général, à tous les producteurs qui peuvent s'y intéresser.

Leur processus de mise en place commence par un autodiagnostic villageois, et il se poursuit par l'identification des sites, des participants et par la négociation sur le dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation à mettre en place. La mise en place comprend aussi des échanges avec d'autres PIP, et se termine par une autoévaluation au niveau du village et de la grappe de villages. Des actions d'accompagnement (accès aux intrants...) sont aussi prévues, ainsi que la capitalisation et diffusion des résultats.

Champs de Diversité Phylogénétiques : Le CD est un dispositif participatif de renforcement des capacités des paysans en termes de connaissance, de conservation et de valorisation des ressources phylogénétiques agricoles.

Les CD poursuivent plusieurs objectifs : (i) La découverte de la diversité phylogénétique et variétale issue du milieu paysan ou des structures de recherche ; (ii) La caractérisation des variétés (précocité, résistance à la sécheresse, aux ennemis des cultures, niveau de rendement,...) ; (iii) L'acquisition d'outils d'aide à la décision par rapport au choix des variétés et des ressources Phylogénétiques, et; (iv) La mise en place d'un dispositif de conservation des ressources phylogénétiques agricoles.

Les CD se basent sur un partenariat entre paysans, chercheurs et agents de vulgarisation : leur processus participatif de mise en place commence par un autodiagnostic villageois, et il se poursuit par l'identification des sites, des participants et par la négociation sur le dispositif de mise en œuvre et de suivi-évaluation à mettre en place. La mise en place comprend aussi des échanges avec d'autres CD, et se termine par une foire de semences et autoévaluation au niveau du village et de la grappe de villages. Des actions d'accompagnement (accès aux intrants, outils, ...) sont aussi prévues, ainsi que la capitalisation et diffusion des résultats. Les CD sont réalisés de juin à octobre. Les CD ont concerné aussi bien les adultes que les jeunes, filles et garçons.

- **Appui Conseil Agricole Paysans (ACAP)** : L'ACAP mise sur des groupements de jeunes paysans (hommes et femmes) pour renforcer les capacités de production agricole des ménages paysans. Il a pour objectifs principaux : (i) D'appuyer les ménages dans l'amélioration de leur niveau de production agricole par le choix de variétés végétales et l'application de technologies performantes et adaptées à leur contexte ; (ii) De renforcer l'offre locale paysanne de services pour que les populations puissent être accompagnées dans la durée, tout en créant des emplois rémunérateurs pour les jeunes.

Les paysans vulgarisateurs sont issus de groupements de jeunes (10 par groupe). Ils reçoivent une formation de la part du Service Technique de l'Agriculture, qui est ensuite chargé du suivi et de la supervision de leur travail. Ils assurent l'encadrement des ménages bénéficiaires, choisis sur la base de leur degré de vulnérabilité, pendant toute la durée de la campagne agricole. Des chercheurs et des ONG les appuient avec des formations sur les nouvelles variétés végétales et sur les technologies à diffuser. Les autorités communales et préfectorales et l'équipe du PPILDA s'occupent de la sensibilisation des bénéficiaires et de la supervision des paysans vulgarisateurs.

Apport localisé de fumure de caprins : Cette innovation vise à :

- Fertiliser le maximum de superficie possible avec le minimum de fumure organique.
- Valoriser au maximum les quelques têtes de petit bétail dont peuvent disposer les femmes.

L'application de cette technique suit 5 étapes :

- Collecter la fumure au pied des animaux aux piquets ;
- Débarrasser la fumure du sable et d'autres débris grossiers ;
- Transporter la fumure au champ (sur la tête, à dos d'âne ou charrette);
- Constituer des tas; de cette manière les termites contribueront à la minéralisation de la fumure, ce qui facilite l'assimilation par les plantes.
- Distribuer la fumure (on épand le contenu des deux paumes d'une main par poquet, soit environ 150g) et remuer la terre. L'opération est menée deux fois: au stade de la levée avancée du mil après le démariage, et au stade de la montaison, toujours après une bonne pluie.

Domestication du Cassia tora : La domestication du Cassia Tora vise à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire des populations. La domestication se fait par l'identification d'une densité optimale de production et par la multiplication des semences.

Les étapes de production du Cassia tora sont:

- Acquisition des semences;
- Apport de fumier et préparation de la parcelle en mai ;
- Semis en juin de 5 à 10 graines par poquet avec un écartement de 0.5 m x 0.5 m en culture pure (culture de case) ou en association avec d'autres cultures au champ;
- Sarclage et démariage deux semaines après semis;
- Premier prélèvement des feuilles lorsque les plants ont entre 20 et 30 cm;
- Les autres prélèvements se font au besoin;
- Récolte des graines à la maturité.

Cette technique a été diffusée auprès de toutes les catégories sociales, mais elle intéresse plus en particulier les femmes.

Banque de Soudure (BS) : Les banques de soudure (BS) sont un dispositif de prévention et de gestion de l'insécurité alimentaire que le PPILDA a élaboré en tirant les leçons de la crise alimentaire de 2005. Elles visent à :

- Mettre des vivres à la disposition des populations pendant la période de soudure ;
- Renforcer le dispositif global de gestion de l'insécurité alimentaire au niveau des villages;
- Permettre aux groupes les plus vulnérables d'éviter le salariat agricole et de rester travailler dans leurs champs pendant la période de soudure, en améliorant ainsi leur propre production.

Les BS sont un système de crédit non monétaire géré par un comité entièrement féminin. Elles ouvrent pendant la période de soudure ; les femmes du village y empruntent

du mil qu'elles remboursent en nature à la récolte, avec un intérêt de 20% maximum qui permet la reconstitution du stock et le fonctionnement de la BS. L'accès est réservé aux femmes, sur la base de critères de vulnérabilité établis en assemblée générale féminine au début de l'opération.

Semis de noix de doum : Dans le village de Dan saga, les paysans ont constaté que la présence du palmier doum (*Hyphaene thebaica*) dans les champs peut contribuer efficacement à la lutte contre la baisse continue de la fertilité des sols et l'érosion hydrique et éolienne. Le *Programme d'Appui aux Initiatives et Innovations Paysannes (PAIIP)*, en collaboration avec les paysans, a introduit cette espèce dans les champs duaires de la zone d'Aguié. Les résultats positifs constatés par les populations ont fait en sorte que de nouveaux villages sollicitent l'introduction de cette espèce. C'est pour cela qu'à partir de 2005 le PPILDA a pris le relais dans la poursuite de cette opération.

Les objectifs principaux de cette innovation sont de lutter contre l'érosion, d'améliorer la fertilité des sols et d'obtenir également de la matière première pour la confection artisanale.

Le projet appuie les populations dans l'acquisition des noix de doum. Les contributions des bénéficiaires s'élèvent à 500 FCFA par sac (qui coûte 2.500 FCFA).

Agriculture de conservation : Le terme « agriculture de conservation » désigne l'ensemble des pratiques agricoles qui, tout en visant la rentabilité et la durabilité de l'activité agricole, concourent également à la protection de l'environnement. Le PPILDA, en partenariat avec le projet *Promotion de l'Agriculture de Conservation parmi les petits producteurs de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (SCAP)*, également financé par le FIDA, a expérimenté et diffusé des technologies de gestion de la fertilité des sols inspirées de l'agriculture de conservation sur ses Parcelles d'initiative paysanne (PIP).

Ces techniques concernent:

- la récupération et la mise en culture des sols dégradés à travers la confection de demi-lunes agrosylvo-pastorales et de zais agricoles à Bardakoye et à Kanda.
- le mulching (épandage de tiges dans les champs pour combattre l'érosion hydrique et éolienne), combiné avec un système d'association bénéfique de cultures (ex. : céréales-légumineuses légumes, photo 4) à Dan Saga, Guidan Bakoye et Kodaou.
- la multiplication végétative par le marcottage ou la transplantation d'essences susceptibles d'améliorer la fertilité des sols (ex. : Guiera senegalensis à Guidan Bakoye ou Hyphaene thebaica à El Guéza).
- La jachère améliorée avec plantation d'une légumineuse à Guidan Bakoye, Dan Saga et Kodaou.

- La coupe des tiges à 15 cm à Guidan Bakoye et Kodaou.

Régénération Naturelle Assistée (RNA) : Dans plusieurs zones de la région de Maradi, la surexploitation des ressources naturelles a abouti à une dégradation des terres cultivables. Le défrichement amélioré ou régénération naturelle assistée (RNA) constitue une réponse efficace à ce problème. Les populations du département d'Aguié l'ont adopté massivement, soutenues par un partenariat entre le PPILDA, la Direction Départementale de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification (DDE/LCD) et des groupements paysans de services.

Cette action vise à accroître la disponibilité de terres de pâturage pour les populations ; elle contribue également à améliorer les revenus des catégories vulnérables, et en particulier des jeunes.

Le PPILDA mène deux activités principales dans le cadre de la promotion de la RNA, à savoir : i) la sensibilisation des populations et les démonstrations sur les techniques de RNA dans les villages ; ii) la mise en place d'un dispositif organisationnel de protection de la RNA basé sur des comités villageois de surveillance.

Les espèces les plus courantes utilisées en RNA sont: Guera senegalensis ; Combretum glutinosum ; Piliostigma reticulatum

RESULTATS OBTENUS

Innovations	Résultats et Impact
PIP	*90 PIP mises en place (de 2005 à 2012) *2700 stagiaires formés dont 870 femmes *16200 bénéficiaires touchés suite aux formations dispensées par les stagiaires * Vulgarisation de variétés précoces et à haut rendement de mil sorgho niébé et arachide * diffusion de variétés de niébé résistantes aux pucerons *Diffusion de technologies et innovations paysannes
CD	*37 CD mis en place de 2005 à 2012 *1 110 bénéficiaires directs formés (dont 330 femmes). *13 320 bénéficiaires touchés *Vulgarisation des connaissances sur une cinquantaine de variétés améliorés et locales * Gain en production de 23 à 50% * 11 groupements paysans CD créés pour la réplication des actions dans d'autres terroirs *création de banques de semences inter villageoises et organisation de 4 foires locales de semences
Domestication du <i>Cassia tora</i>	- Amélioration des revenus des femmes par la vente des feuilles vertes ou séchées; une marge nette allant de 15 818 à 66 050 FCFA peut être dégagée par année. - Amélioration de la qualité nutritionnelle des repas des paysans adoptants
Appui conseil agricole paysan (ACAP)	*2 750 chefs de ménages vulnérables encadrés * Constitution de 11 groupements paysans de services en vulgarisation agricole *20 millions FCFA environ engrangés en 3 ans, soit un revenu monétaire annuel d'environ 61000 FCFA par paysan vulgarisateur. * Augmentations des rendements agricoles de 65 à 100% selon les cultures ; *Amélioration des conditions de vie
Banques de soudure	*284 banques de soudure mises en place et formation des comités de gestion composés exclusivement de femmes sur la gestion * Réduction de la période de soudure de un à deux mois selon la taille du ménage * Réduction d'environ 50% du temps consacré au salariat agricole
RNA	* Inversion du phénomène de la désertification dans le département d'Aguié * Réduction du nombre de semis (de 3-5 avant à 1-2 après l'adoption de la pratique) * Augmentation des rendements en grains du mil (de 30 à 220 kg /ha selon l'âge de la RNA) * Amélioration de la disponibilité de fourrage et de bois pour les ménages adoptants * Accroissement des revenus des ménages (+70.000 F CFA par an pour certains) par la vente des produits et sous produits de la RNA * 1 500 adoptants de la RNA enregistrés chaque année ; 65 villages touchés avec une superficie de près de 7200 ha. 65 comités de surveillance mis en place et formés.
Semis de noix de Doum	* Plus de 15.000 petits producteurs d'Aguié acquièrent des semences de doum * Revégétalisation des espaces ensemencés * Les feuilles des jeunes doumiers sont utilisées pour la confection de cordes et d'autres objets
Agriculture de conservation	* 171 paysans stagiaires, dont 83 femmes, formés sur les 6 PIP (2010) *45% de femmes stagiaires ont acquis des parcelles propres grâce la récupération des glaciés à travers les zai ; Augmentation des rendements de 35%. * Au moins 26 paysans ont adopté le mulching ; les rendements ont été améliorés de 20-40% et le nombre de sarclages a diminué de 3 à 1. * Au moins 10 personnes ont créé des demi-lunes dans leurs champs ; Amélioration de la production de 20-40%.
Apport localisé de fumure de petits ruminants	*Doublement du rendement en grains et augmentation de près de 50% de la production de tiges du mil ou de sorgho en conditions de pratique paysanne; *Economie substantielle de fumure organique. En effet, avec l'apport localisé, un paysan peut couvrir un hectare avec 1,5 tonne de fumure contre les 7 à 10 tonnes généralement recommandées.

Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA)

Source : note technique de capitalisation sur l'approche de recherche/diffusion de l'innovation paysanne dans le cadre du PPILDA. Mai 2013

Soutenir et renforcer la résilience de l'élevage pastoral

Bernard Bonnet

Longtemps oubliés des politiques publiques, les systèmes pastoraux ont fait preuve de grandes capacités d'adaptation et de résistance, toutefois mises à mal par des facteurs de vulnérabilité croissants. La reconnaissance accrue de l'importance de ces systèmes pourrait permettre de renforcer les politiques publiques en leur faveur.

Des capacités de résilience sans cesse adaptées.

Les sociétés pastorales des espaces saharo-sahéliens font preuve de longue date de capacités de résilience et d'un capital social exceptionnel, leur permettant de tirer parti d'un accès très aléatoire aux ressources vitales (pâturages et eau). Ces sociétés ont bâti des capacités de résilience aussi multiples que les aléas auxquels elles sont confrontées : mobilité et achat d'aliment bétail pour anticiper les crises de ressources fourragères, tissage permanent d'alliances et d'accords sociaux avec les autres communautés pastorales ou agricoles afin de prévenir les conflits, tactiques de reconstitution des troupeaux pour sortir des crises (prêts d'animaux, diversification temporaire des activités pour pouvoir racheter des animaux).

Suite aux crises, les dynamiques de reprise de l'économie pastorale se sont largement appuyées sur ces savoir-faire des pasteurs. Les appuis reçus des systèmes d'aide publique sont quantitativement marginaux et la plupart du temps largement décalés dans le temps pour avoir un effet sur ces communautés.

Des capacités de résilience de plus en plus menacées.

Les grandes sécheresses de 1973-74 puis de 1983-84 ont cependant provoqué des pertes importantes de cheptel. Lorsque ces pertes dépassent un certain seuil — le plus souvent 50 % du troupeau bovin — il est difficile pour les familles de rester dans un système pastoral.

On assiste alors à une série de régressions dans les trajectoires familiales, vers un agro-pastoralisme non sécurisé au plan foncier, accompagné d'une pluriactivité faiblement rentable (voir encadré).

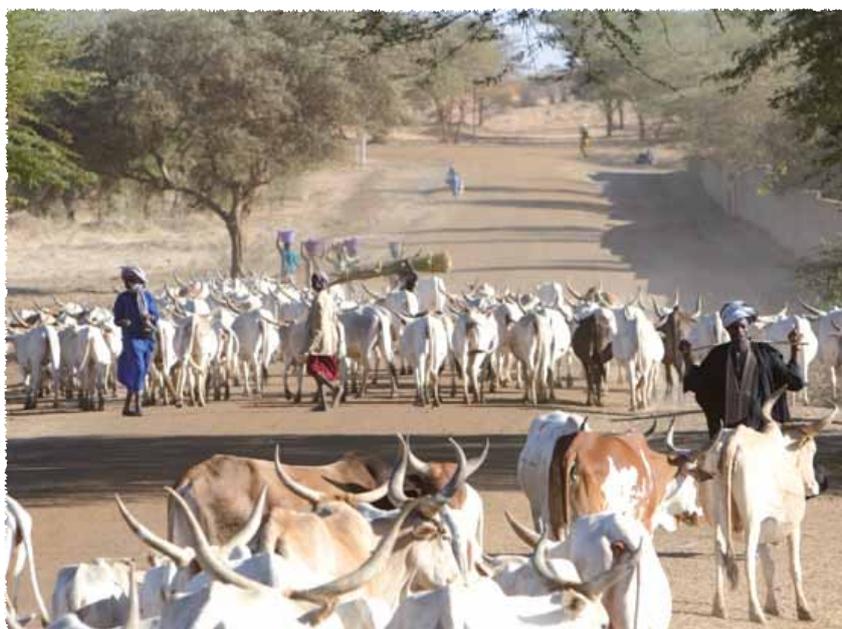


Photo : IED Afrique

Pasteurs nomades

Récemment, d'autres menaces se sont développées, menaçant la durabilité et l'adaptabilité du pastoralisme dans ces zones (Marty, 2011).

Les événements extrêmes sont devenus plus récurrents du fait du changement climatique.

Des trajectoires et des formes de résilience différentes

Une recherche sur les évolutions de l'élevage a été menée dans le cadre du projet Élevage-Climat-Sociétés (ECLiS), conduit entre 2009 et 2012. 4 études de cas ont été réalisées dans des communautés rurales au Sénégal, au Bénin, au Niger et au Mali.

Elles ont concerné 46 familles d'éleveurs dans leur trajectoire d'évolution sur les 50 dernières années.

Au Niger, l'analyse de l'évolution de 14 familles a fait apparaître 3 grands types de trajectoires :

1. Les anciens pasteurs sinistrés deviennent des bergers précaires au service des agriculteurs disposant de bétail. Ces familles s'inscrivent dans des trajectoires de grande vulnérabilité. Elles sont progressivement sorties du système pastoral et même agro-pastoral. Elles sont conduites à vivre de travaux pour des tiers, notamment le gardiennage de bétail.
2. Certains pasteurs deviennent agro-pasteurs et sont contraints à une agri-

culture non sécurisée. Ce groupe met en évidence des trajectoires faisant passer les familles du pastoralisme à un agro-pastoralisme qui semble se prolonger, même si souvent l'objectif de ces anciens pasteurs est d'acquérir suffisamment de bovins pour revenir à un mode de vie et d'élevage pastoral.

3. D'autres pasteurs ont réussi à se maintenir dans le système pastoral malgré les crises.

Ce groupe présente des trajectoires qui ont fait preuve d'une plus grande résilience.

Tenant compte des enseignements de 73, elles ont su limiter les pertes en 84, souvent grâce à des choix de mobilité exceptionnelle suffisamment anticipés. Elles sont parfois passées par un agro-pastoralisme de courte durée permettant avec l'exode de racheter suffisamment de jeunes reproductrices pour revenir dans des délais assez courts au système pastoral.

La forte croissance démographique de la région a conduit à une pression croissante des activités agricoles sur les zones de pâturage.

Enfin, les pasteurs font face à une monétarisation de l'accès aux ressources (eau, résidus de culture) et à une forte insécurité politique (rebellions, mouvements armés et trafics).

Un changement progressif de l'action publique.

Les politiques publiques ont longtemps privilégié une intensification de l'élevage promouvant sédentarisation, ranching 1, et élevage « moderne » (fourrages produits et insémination artificielle), des systèmes coûteux inadaptés aux situations économiques des populations sahéliennes.

Depuis une quinzaine d'années toutefois, les gouvernements, leurs partenaires et la société civile ont pris conscience de l'importance économique, sociale et environnementale des espaces et systèmes pastoraux, ainsi que des défis auxquels ils sont confrontés.

Des efforts ont ainsi été réalisés pour soutenir le développement des zones pastorales et la mobilité des troupeaux. Le Mali (2001), la Mauritanie (2000) et le Niger (2009) ont élaboré des codes ou lois pastoraux, précisant les principes et les règles qui régissent l'exercice des activités pastorales.

Ces textes consacrent les droits essentiels des pasteurs, notamment en matière de mobilité des animaux et d'accès aux ressources pastorales.

Un projet de Code pastoral est en cours d'élaboration au Tchad. Par ailleurs, le Mali et le Niger ont récemment élaboré une stratégie d'hydraulique pastorale, visant à garantir l'approvisionnement en eau des troupeaux et des éleveurs, tout au long des parcours de transhumance.

Le Tchad et le Niger, appuyés par leurs partenaires, ont financé des actions de rénovation des infrastructures pastorales à grande échelle, basées sur des démarches de sécurisation de la mobilité pastorale.

Engager un changement d'échelle des actions structurelles de sécurisation.

Ces efforts restent néanmoins à approfondir. Les actions menées depuis une vingtaine d'années par les communautés locales et les ONG devraient servir de point de départ pour des stratégies publiques visant à améliorer la gouvernance, la sécurité, la viabilité économique et la résilience des espaces et systèmes pastoraux.

Adoptée le 29 mai dernier, la déclaration de N'Djaména (voir encadré) offre un cadre politique pour la mise en œuvre de

politiques qui permettraient une véritable mise à l'échelle de ces expériences.

Les politiques publiques devraient s'inscrire dans 4 grands types d'actions. Il est tout d'abord essentiel d'intégrer une meilleure compréhension des logiques scientifiques et des performances des systèmes pastoraux.

Au cours des 20 dernières années, la théorie du développement pastoral et la compréhension des écosystèmes pastoraux ont été radicalement transformées.

La valeur des systèmes pastoraux est de plus en plus reconnue, car ils permettent l'occupation humaine de zones arides et reculées.

La mobilité est désormais considérée comme une stratégie cruciale dans l'exploitation des zones arides. Pour améliorer la définition des politiques publiques et la conception de mesures adaptées au développement de l'élevage, les États concernés doivent en premier lieu maîtriser la connaissance de cette activité sociale et économique fondamentale pour près de la moitié des ruraux. Il importe donc d'innover afin de mettre en place des dispositifs adaptés et peu coûteux de suivi de cet élevage pastoral familial. Pour cela, des méthodes de recensement du cheptel rigoureuses, à périodicité annuelle ou saisonnière, doivent être développées par les différents services en charge de l'Élevage.

Ensuite, il est nécessaire d'adapter les cadres juridiques en faveur de la mobilité. Certains pays ont progressé sur ce point, notamment le Niger, où l'État reconnaît et garantit la mobilité comme un « droit fondamental des éleveurs, pasteurs nomades et transhumants » (Ordonnance de 2009).

Si la législation du Niger est souvent citée en exemple, beaucoup reste à faire pour une application plus systématique et plus effective des textes. Dans les autres pays, les dispositifs juridiques et institutionnels de sécurisation du foncier pastoral restent à mettre en place ou à approfondir.

Il faut également promouvoir des actions d'aménagement concerté des ressources pastorales et de sécurisation de la mobilité. Cela passera par le renforcement des capacités des institutions foncières locales à s'engager dans la mise en

œuvre d'actions de sécurisation foncière des espaces pastoraux et des aires de pâturage. Il est nécessaire pour les acteurs publics de mieux intégrer la mobilité dans leur vision de l'aménagement du territoire.

Il faut aussi poursuivre l'important travail d'élaboration des accords sociaux d'implantation et de gestion des points d'eau, ainsi que l'adaptation des infrastructures hydrauliques aux conditions hydrogéologiques. Sur ces éléments, le Tchad et le Niger ont accompli des progrès importants, qui peuvent servir d'exemples à leurs voisins.

Enfin, il est primordial d'améliorer le soutien à la réduction de la vulnérabilité lors des périodes de crises. À l'heure actuelle, les dispositifs de prévention et de gestion des crises ne permettent pas d'agir de façon suffisamment précoce et ciblée lors des crises pastorales. Il est pour cela essentiel de mettre au point des dispositifs pérennes d'approvisionnement en aliment du bétail au niveau local et national, afin de pouvoir intervenir de manière plus efficace et structurelle.

En ce qui concerne les actions post-crisis, les réticences sont toujours fortes pour aider les éleveurs à reconstituer leurs troupeaux, en partie du fait des échecs passés (systèmes de tontines ou de prêts). Mais il existe des exemples de réussites, s'appuyant sur les stratégies développées par les populations (prêts d'animaux entre éleveurs), qu'il faut capitaliser et développer.

Colloques

La déclaration adoptée lors du colloque de N'Djaména (Tchad, 27-29 mai 2013) appelle à placer l'élevage pastoral au cœur des stratégies de stabilisation et de développement des espaces saharosahéliens, à court, moyen et long terme.

Cette déclaration constitue une référence majeure, qui fait la synthèse des cadres existants et définit les axes prioritaires d'une politique régionale d'appui au pastoralisme associant étroitement les enjeux de développement et de sécurité des espaces saharosahéliens (www.pasto-secu-ndjamena.org).

Une autre rencontre a eu lieu à Nouakchott (Mauritanie) le 29 octobre 2013, portant sur la résilience des sociétés pastorales saharosahéliennes. Sa déclaration appelle les acteurs impliqués à se mobiliser pour sécuriser les modes d'existence et les moyens de production des populations pastorales et accroître le produit brut des activités d'élevage d'au moins 30 % dans les 6 pays concernés au cours des 5 prochaines années, en vue d'augmenter significativement les revenus des pasteurs sous un horizon de 5 à 10 ans. Elle propose 3 grands champs d'action pour y parvenir : le renforcement des services à la production, l'amélioration de la compétitivité des filières animales et l'accès aux marchés et le renforcement de la sécurité des biens, droits et moyens d'existence des peuples pasteurs.

Article publié dans Grain de sel n° 59-62 - juillet 2012 - juin 2013

Bernard Bonnet est géographe, agronome et zootechnicien de formation. Responsable du pôle « Acteurs, Ressources et Territoires » de l'IRAM, il travaille depuis une vingtaine d'années auprès des organisations d'éleveurs, sur les enjeux de développement de l'élevage et les dispositifs d'appui aux éleveurs. b.bonnet@iram-fr.org

Expériences de la fumaison et de la commercialisation du poisson dans l'environnement urbain de Douala

Nyebe Mvogo Idriss Gabriel ; Meutchieye Felix ; Fon Dorothy



fumaison de poisson

Photo : Felix Meutchieye

Les conditions de vie en milieu urbain se détériorent de plus en plus. Les mutations économiques, notamment le développement du secteur informel, offrent de nouvelles opportunités. Dans le domaine agricole, la transformation en général, et celle des produits halieutiques en particuliers, apparaît comme un secteur lucratif pour l'amélioration des conditions de vies dans la ville de Douala. La zone côtière du Cameroun (notamment Douala) est caractérisée par d'intenses activités de pêche et autres activités connexes. Une vaste gamme de produits halieutiques est vendue à l'état frais ou transformé. Les populations naissent et vivent dans la culture de l'eau et de ses produits. Tout tourne autour du poisson et le célèbre marché de Youpwé en est la vitrine.

Le poisson, une source de protéine animale prioritaire

Le poisson est la source de protéine la plus accessible aux populations surtout les plus défavorisées (Diomandé, 1992). En 2001, la consommation des ménages en poisson et produits de la pêche était estimée à plus de 182 milliards de FCFA. D'après Ngok et al. (2005) les produits de la pêche contribuent pour 25,5% des apports en protéines dans l'alimentation des populations au Cameroun. La consommation moyenne de poisson par tête et par an est de 17,9 kg contre 13,07kg pour la viande. Personne n'ignore le « mbounga », pois-

son fumé largement utilisé dans une vaste gamme de recettes camerounaise. Sous sa forme fumée, le poisson constitue une source de nutriments.

Le fumage : une activité qui valorise les matériaux locaux

Les pertes post capture de poisson frais sont principalement dues à l'insuffisance des infrastructures de stockage. La transformation de poisson est une vieille pratique au Cameroun. Elle est surtout dominée par le fumage et le séchage, qui permettent de transformer 75 à 80 % des

débarquements et participent à hauteur de 16,8 milliards à l'économie nationale (Ngok et al, 2005). La transformation du poisson est une activité très étendue dans les sites de production de Douala et dans plusieurs autres localités drainées par des cours d'eaux.

Le fumage est une technique de stabilisation et de conservation qui combine l'action de cuisson au feu avec l'imprégnation du poisson par la fumée. Le fumage est rudimentaire. Il s'effectue généralement au feu de bois ouvert sous une claie sur laquelle le poisson est étalé. Dans les sites de Youpwé comme à Mambanda, d'un ménage à un autre, le schéma est le même. Dans la cours ou derrière la maison, un vieux fût, noirci par la fumée du matanda ou du Sapeli, est posé sur un support recouvert de charbon ou de cendres. En général, les fours et les claies sont réalisés en matériaux disponibles sur place (planches, argile, fut métallique) ou de récupération comme le grillage et les tiges de bois. A Bonassama, les fumoirs sont plus améliorés. Quatre types de fumoirs sont utilisés par les ménages des trois sites de production. Il s'agit du fumoir simple à base de fût ou de section de fût de 200 litres, du fumoir simple en parpaing, du fumoir simple monté sur piquet, du fumoir amélioré type « altona ». Chacun des fumoirs répond aux besoins du ménage qui valorise au mieux les ressources disponibles.

Les femmes, principales actrices dans les activités de fumage

Des 18 unités de fumage rencontrées dans tous les sites de productions réunis, 17 sont de type familial. Les femmes en sont les principales responsables. Elles interviennent, accompagnées par leurs enfants, à tous les niveaux du processus de transformation (achat, nettoyage, fumaison). Généralement mariées ou veuves, elles ont pour la plupart un âge compris entre 31 et 50 ans. Leur niveau moyen d'instruction n'excède pas le secondaire (moins de 10% d'entre elles ont atteint le secondaire).

Espèces fumées

Plusieurs espèces de poisson sont transformées dans la ville de Douala. Le choix de ces espèces est fonction de leur morphologie, de la qualité du fumoir et surtout du marché visé. Ce sont 15 espèces de poissons de mer que nous avons identifiées. Le tableau 1 en est un récapitulatif.

Tableau 1 : Produits fumés, lieu d'écoulement prioritaire et nombre d'unités impliquées

Espèces	Marché prioritaire	Nombre d'unités impliquées			
		DY*	DB*	DM*	total
Bar	Douala	7	3	0	10
Brochet	Douala/ France	3	7	0	10
Machoirion	Douala	6	4	0	10
Sole	Douala	3	7	0	10
Morue	Douala	2	4	0	6
Ceinture	Souza	0	0	4	4
Maquereau	Souza	0	0	4	4
Raie	Douala/ France	1	3	0	4
Guinée	Souza	0	0	3	3
Ethmalose	Souza	0	0	2	2
Capitaine	Souza	0	0	2	2
Cabette	Souza	0	0	1	1
Efantin	Souza	0	0	1	1
Mulet	Douala	1	0	0	1
Pelon	Souza	0	0	1	1
Nombre d'unités de fumage N=18					

(*)DY=Douala-Youpwé (Douala IIe), DB=Douala-Bonassama (Douala IV^A), DM=Douala-Mambanda (Douala IV^B)

Il existe une géographie des espèces fumées à l'intérieur même de Douala. Certains produits sont exclusivement commercialisés en zone péri urbaine (Souza) tandis que d'autres s'écoulent sur le marché de Douala ou exportés. Le choix des espèces est hautement stratégique. Les producteurs s'arment aux exigences du marché ciblé. La demande dans la ville de Douala est constituée par des personnes au pouvoir d'achat relativement élevé, tandis que le poisson vendu à Souza (ville périphérique de Douala) a pour cible un marché constitué par des personnes moins nanties.

Une activité hautement rentable

La transformation du poisson par fumaison est une activité pénible. Il faut faire face au désagrément de l'irritation par la fumée. Le traitement d'une quantité importante de poisson n'est pas une tâche aisée. Toutefois, l'activité semble valoir son pesant d'or. Le tableau 2 qui suit est le résultat d'une enquête des unités de fumage.

Tableau 2 : Coût total, marge bénéficiaire et ratio bénéfice-coût du fumage par fournée

Localité	Espèces	PAM*	PVM*	B*	R*
Douala-Youpwé	Bar	1 217	4227	3 010	2,47
	Brochet	895	5312	4 417	4,94
	Machoirion	1 068	2963	1 895	1,77
	Morue	1054	3403	2 349	2,23
	Mulet	874	2761	1 887	2,16
	Raie	1 134	3307	2 173	1,92
	Sole	1 578	13928	12 350	7,83
Douala-Bonassama	Bar	1 289	4311	3 022	2,34
	Brochet	1 414	5280	3 866	2,73
	Machoirion	1 278	2835	1 557	1,22
	Morue	1 135	3312	2 177	1,92
	Raie	1 142	3241	2 099	1,84
	Sole	1 646	13853	12 207	7,42
Douala-Mambanda	Cabette	866	1567	701	0,81
	Capitaine	1031	1884	853	0,83
	Ceinture	874	2700	1 826	2,09
	Efantin	766	1458	692	0,90
	Guinée	1021	1677	656	0,64
	Maquereau	877	1719	842	0,96
	Pelon	516	962	446	0,86

(*) PVM=Prix de Vente Moyen, PAM=prix d'achat Moyen, B=Marge Bénéficiaire, R= Ratio Bénéfice-Coût

Bien que statique, l'analyse de l'indicateur de rentabilité (Ratio Bénéfice-Coût) justifie l'intérêt du fumage de poisson pour ces nombreuses femmes. Théoriquement, un produit ou une activité est rentable si son ratio Bénéfice-Coût est supérieur à 1. Sur cette base, la conclusion est évidente. Le fumage du poisson est une activité rentable. Toutefois, la rentabilité financière ne témoignant guère d'une véritable amélioration des conditions de vie, il serait tout à fait légitime de s'interroger sur l'impact réel sur différents aspects du bien-être (scolarisation, santé, alimentation par exemple). Le rythme d'écoulement du poisson est en moyenne de 100 kg (toutes les espèces confondues) par mois et par unité de fumage à Bonassama et à Youpwé. La performance étant meilleure chez celles en possession des fumoirs de bonne qualité. Le ratio R moyen étant environ 3, cela implique qu'avec une marge bénéficiaire de 3000 Fcfa/kg, chacune des femmes obtient en moyenne 300 000 Fcfa chaque mois. D'après leur témoignage pendant les enquêtes, l'activité de fumaison permettrait à ces femmes de subvenir, seules, aux besoins de leur famille. Leur ménage est aussi à l'abri du coût élevé des protéines d'origine animale. L'autoconsommation d'une partie de leur production constitue une épargne indirecte non négligeable et améliore la ration alimentaire du foyer. Plus qu'une simple activité de survie, passagère, le fumage du poisson peut être considéré comme un emploi permanent bien rémunéré. Au moins deux fois

par semaine, ces femmes, dont le fond de teint est bronzé par la fumée, tirent de ce vieux fût perché sur des pierres et placé dans la cours ou derrière la maison, les solutions aux problèmes de leur ménage. Profitant de l'abondance du bois tiré de la mangrove périphérique, elles donnent au poisson frais une valeur ajoutée économique et alimentaire. Il n'en demeure pas moins qu'après analyse la question de la durabilité de ces activités se pose. La mangrove semble menacée et les activités de fumage de poisson sont, au premier chef, pointées du doigt. Toutefois, la question se poserait moins fort si les fumoirs étaient améliorés.

Auteurs :

Nybe Mvogo Idriss Gabriel,
Ingénieur Agro Economiste

Meuthiye Felix,
Ingénieur Agronome Zootechnicien

Fon Dorothy Engwali,
Economiste
Chercheurs – Faculté d'Agronomie et des Sciences
Agricoles, Université de Dschang, Cameroun

Bibliographie
Diomandé, L., 1992. Traitement et commercialisation du poisson au Cameroun. FAO. Extrait de <http://www.fao.org>.

Ekomy, A.S., Bruneau, D., Sébastien, P., Rochery, V. 2005. Conception et dimensionnement d'un fumoir à poisson autonome pour les pays côtiers in Récents progrès au génie des procédés. Numéro 92. Paris, France.

GRET.1993. Conserver et transformer le poisson. ISBN : 2-86844-053-3, Edition GRET.

Ngok, E., Ndjamen, D. et Dongmo, J.V. 2005. Contribution économique et sociale de la pêche artisanale aux moyens d'existences durables et à la réduction de la pauvreté. Rapport provisoire. 45 p.

L'évaluation des politiques agricoles : Nécessité d'institutionnaliser le Suivi-Evaluation des projets de développement agricole et rural

Mohammed BEN HAFOUNE



Photo : IED Afrique

Conseil villageois pour le suivi des résultats d'un projet de développement

L'économie moderne est caractérisée par l'intérêt porté au développement local. Dans les Pays en Voie de Développement, la promotion des régions, voire des territoires, est devenue une préoccupation stratégique. Les politiques de développement incorporent davantage le volet territorial afin de répondre aux besoins réels des populations. En fait, chaque territoire dispose de potentialités, de ressources et de moyens pour son développement. Au sein de ces territoires, les politiques de développement se déclinent en programmes qui, à leurs tours, se déclinent en projets afin de gérer effectivement les potentialités et les contraintes territoriales. Pour cela, les projets de développement en tant qu'ensemble d'activités, de réalisations programmées dans le temps pour un espace délimité, cherchent à atteindre des objectifs dans le sens d'optimiser la gestion de ces territoires. Or la réalisation de ces objectifs n'est pas toujours une tâche aisée et elle est contingente à plusieurs facteurs et dépend de plusieurs critères. Aussi, gérer un projet de développement revient à concevoir, à programmer, à organiser, à diriger, à orienter et à contrôler l'ensemble des actions à entreprendre ou celles qui sont entreprises. Or, Cette gestion demeure tributaire des moyens utilisés, qu'ils soient financiers ou humains, de la manière dont le projet est conçu et programmé ainsi que des méthodes de suivi et d'évaluation adoptées.

Le S&E, un outil de pilotage des projets

Aussi, faut-il mentionner que le développement du monde rural constitue un impératif stratégique des politiques publiques au niveau des Pays en Voie de Développement. La mise en œuvre de ces dernières, à travers les projets de développement agricole intégré et rural, a pour objectif de valoriser le potentiel agricole, de préserver

les ressources naturelles, de contribuer à la réduction de la pauvreté et de la précarité et d'atténuer les disparités inter et intra-régionales. En effet, les objectifs de la plupart des politiques publiques dans les pays en voie de développement visent l'amélioration des conditions de vie des populations et l'éradication de la vulnérabilité et de la pauvreté. En d'autres termes, la mise en œuvre de ces politiques passe par l'exécution des programmes et projets

qui sont conçus généralement pour pouvoir garantir un développement durable car toute croissance économique et toute amélioration du niveau de vie des populations pauvres ne peuvent avoir lieu sans qu'il y ait une politique d'atténuation de la dégradation des ressources naturelles. Cette situation ne peut pas se réaliser sans une politique publique ayant pour objectif général une consommation et une production durables.

Par ailleurs, la réalisation de ces programmes de la consommation et de la production durables passe par une bonne identification et une bonne formulation des projets de développement, notamment ceux qui ont pour objectifs l'amélioration des conditions de vie de la population pauvre, la préservation des ressources naturelles et l'accroissement de la production et de la productivité. Pour cela, et comme la déclinaison des politiques publiques en opérations de développement à l'échelle locale par le biais de projets de développement agricole et rural exige le recours au suivi pour assurer une bonne gouvernance, ces projets sont dans la nécessité d'élaborer des systèmes de Suivi et Evaluation pour pouvoir piloter les actions entreprises et voir leurs effets et impacts aussi bien sur la population que sur les ressources naturelles.

Au demeurant, les interventions en matière de politique agricole ne sont pas menées de la même manière. Certaines politiques du secteur primaire, marquées par des projets ayant privilégié les dimensions techniques, ont été remises en cause car leurs interventions ont été jugées lourdes et peu adaptées aux contextes et aux besoins des populations bénéficiaires. De plus, les mises en œuvre de ces opérations techniques n'ont pas abouti à un développement rural permettant d'affronter l'ensemble des problèmes des ménages ruraux. En effet, ces politiques agricoles engagées par le biais de projets de développement n'ont pas généré un développement durable du milieu rural et ne se sont pas traduits par des améliorations sociales, économiques et environnementales.

L'évaluation axée sur les résultats

En matière de gouvernance au niveau de certains projets de développement agricole et rural, les systèmes de Suivi-Evaluation, qui en principe constituent des outils pertinents de gestion entre les mains des décideurs et managers en vue de juger les actions de développement, n'ont pas été institutionnalisés et n'ont pas été retenus comme l'une des principales composantes. La Gestion axée sur les résultats via des indicateurs pertinents faisait défaut. De surcroît, la plupart des gestionnaires de ces projets sont restés au stade de la gestion classique des budgets qui leur ont été délégués annuellement qui ne dépassent pas l'efficacité des actions ainsi que les engagements et les paiements des crédits alloués sans qu'il y ait une évaluation axée sur l'efficacité, la pertinence, les effets, les impacts et la durabilité.

De toute évidence, Pour ce qui est du Système de Suivi-Evaluation des projets inscrits dans le cadre des politiques agricoles qui visent réellement à mieux valoriser

les potentialités agricoles régionales et améliorer les niveaux de vie des ménages ruraux, en principe et au regard des remarques formulées à ce sujet par plusieurs bailleurs de fonds et organisations internationales (Banque Mondiale, Fonds International pour le Développement Agricole, Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Banque Asiatique de Développement, FAO, PNUD, etc.) toute stratégie agricole doit être basée sur un système de gouvernance qui accorde toute la priorité à l'évaluation axée sur les résultats. A cet effet, les documents de toute politique agricole sont appelés à apporter un éclairage sur la mise en place de cet outil de bonne gouvernance durant l'exécution des projets d'investissement au niveau du secteur agricole et à l'échelle de l'ensemble des territoires.

Par ailleurs, les politiques agricoles, dans leur mise en œuvre, s'appuient sur le concept de projet. A cet effet, la littérature abondante dans le domaine de la mise en œuvre des opérations de développement. Cela exige que les opérateurs qui interviennent dans l'exécution des actions soient bien impliqués dans le jargon du management des projets de développement. En effet, les projets retenus après la phase d'identification et de formulation méritent d'être décortiqués davantage en vue de les rendre beaucoup plus adaptés à l'analyse économique et au Suivi - Evaluation des actions à entreprendre selon la durée de chaque projet. Ainsi, des coûts et des avantages sont projetés à l'occasion de la préparation des documents issus de deux phases précitées, des objectifs sont fixés, des résultats quantifiés sont attendus, des activités sont prévues et des moyens humains et matériels sont programmés. Alors, ce qui reste à faire durant la mise en œuvre de ces projets de développement agricole et rural c'est d'opter pour une programmation pluriannuelle dans la cadre des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) permettant de faciliter la tâche des gestionnaires et d'instaurer un système de Suivi et Evaluation axé sur les résultats en vue de tester les hypothèses de la phase de formulation, notamment celles ayant trait aux coûts et avantages et celles liées à l'atteinte des objectifs globaux et spécifiques selon les critères clés de l'évaluation à savoir : l'efficacité, l'efficience, l'effet, la pertinence, l'impact et la durabilité.

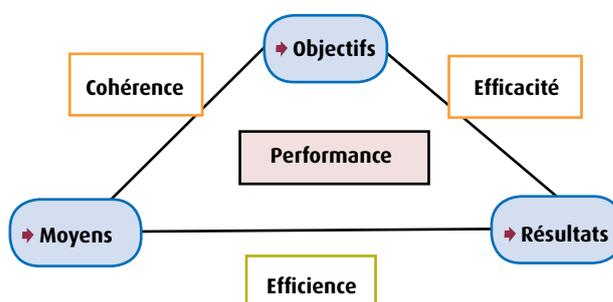
L'évaluation en tant que démarche qui consiste à corriger et ajuster les changements ou les problèmes probables est une condition sine qua none pour la gestion des projets de développement. En tant que technique, elle permet de faciliter la mise en œuvre des projets. L'évaluation est une démarche qui commence avec le projet de développement, au cours de l'exécution, en fin du projet voire même après l'achèvement dudit projet. Aussi, est-il nécessaire de noter que l'évaluation permet d'apprécier, de mesurer les réalisations et de les comparer avec les objectifs. Donc, cette démarche permet d'ajuster les écarts, de corriger et de réorienter les activités du projet.

En d'autres termes, pour plus de crédibilité des discours officiels en matière de politiques agricoles, la fixation des objectifs chiffrés selon des échéances est certes une bonne chose, mais il ne suffit pas de rester au stade de l'efficacité, il faut aller au-delà et développer la culture d'argumentation et de rendre compte à travers l'analyse de l'efficience des actions, des effets et de l'impact qui en découlent pour ne pas rester prisonnier des vagues intentions même si elles sont parfois quantifiées.

Aussi, faut-il dire qu'en général et pendant longtemps, peu d'attention a été portée aux questions de gestion et d'accompagnement des projets. La fonction d'évaluation des programmes et projets a été souvent improvisée et non intégrée au sein des unités de gestion ou de coordination, ce qui a rendu la mission de pilotage difficile. Il manquait trop souvent à ces projets de développement agricole et rural une définition claire et précise des objectifs à atteindre conçus dans un Cadre Logique Axé sur les Résultats (CLAR). Ces projets se contentaient donc de déclarations d'intentions très vagues sans recourir à l'utilisation d'indicateurs focalisés sur les effets et impacts. Il semble que pour certains projets, il y a déjà un effort qui a été déployé en matière de quantification des objectifs.

Renforcer la participation des acteurs à travers un SSEP

Ce qui est souhaitable, pour accompagner ces projets durant leurs différentes phases liées à leur cycle de vie, c'est de se concer-



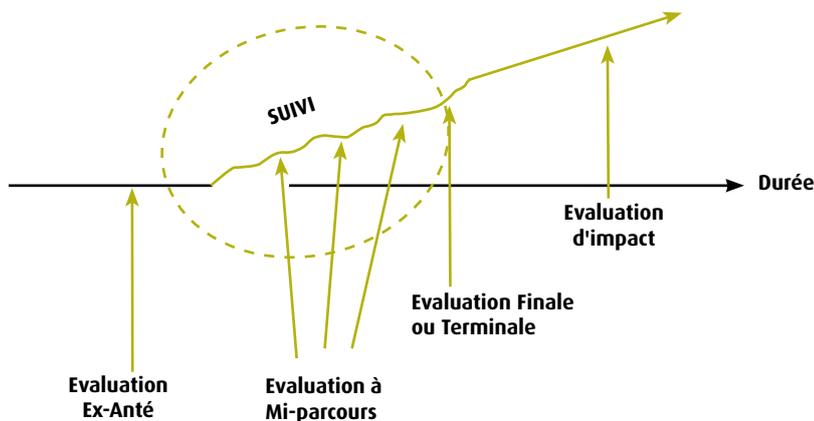
ter sur un système de Suivi-Evaluation axé sur les résultats en impliquant toutes les parties prenantes auxquelles est accordée la responsabilité de réussir les réalisations du projet. A cet effet, la participation des acteurs de développement, considérée comme une approche très recherchée en management des projets, doit s'étendre à toutes les phases du cycle du projet, c'est-à-dire, qu'elle ne doit pas rester limitée au stade de l'identification. Sa mise en œuvre doit concerner aussi toutes les catégories de partenaires à l'occasion de l'exécution des actions de développement afin d'assurer leur durabilité et améliorer le niveau de vie des membres ménages bénéficiaires. Bien entendu, cette façon d'agir doit concerner aussi les différentes formes d'évaluation (Ex-ante, mi-parcours, terminale et Ex-Post ou d'impact) à travers l'institution d'un Système de Suivi-Evaluation Participatif (SSEP) dans lequel il faut intégrer les acteurs de développement au niveau de la zone d'action du projet. D'une manière générale, ce qui est recherché à travers le SSEP c'est d'arriver à une situation marquée par un système préparé par et pour les différentes catégories d'acteurs qui doit prendre en considération leurs besoins spécifiques et non seulement ceux du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du bailleur de fonds.

d'un Système de Suivi-Evaluation Participatif s'impose et s'avère d'une importance capitale pour pouvoir effectuer les ajustements et les remises en cause nécessaires en cours d'exécution des projets sur des espaces en perpétuelle mutation. Ce système consiste à corriger les effets des contraintes techniques, financières, économiques, sociales et institutionnelles insuffisamment appréhendées lors des phases d'identification et de formulation des projets. De surcroît, ce système de Suivi-Evaluation servira également d'outil pour capitaliser les expériences des projets de développement agricole et rural déjà mis en œuvre pour pouvoir identifier les bonnes mesures de correction à prendre dans le but de favoriser l'échange des connaissances pratiques et le partage des éléments d'apprentissage, et partant, renforcer les effets et les impacts des actions de développement à entreprendre au niveau des interventions futures en vue de contribuer à la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté des communautés rurales pauvres.

bénéficiaires sur les actions entreprises et sur ce que leur apporte le projet en termes d'amélioration des niveaux de leurs conditions de vie.

A cet effet, des enquêtes agro-économiques de référence doivent être réalisées durant l'exécution de la première année du projet, ou bien avant le démarrage de l'exécution, en vue de dégager la situation socio-économique de la population cible à l'aide d'indicateurs pertinents. Les résultats de ces enquêtes de référence vont servir de ligne de base pour faciliter les suivis et pour pouvoir effectuer des comparaisons avec les niveaux des mêmes indicateurs qui sont à relever d'une manière régulière par les responsables des actions sur le terrain ou au moyen d'enquêtes et entretiens qui sont à effectuer périodiquement à l'occasion des évaluations à mi-parcours, terminales ou ex-post dans l'objectif de préparer des informations qualitatives et quantitatives sur les résultats des produits ou services fournis au bénéficiaires et sur les réactions de ces derniers. Les indicateurs qui sont évoqués à l'occasion de chaque forme d'évaluation trouvent leur origine au niveau du cadre logique axé sur les résultats qui constitue un instrument très utile pour le suivi - évaluation des projets de développement.

Donc, à la lumière de ce qui précède, ce qui est recherché au moment de la phase de mise en œuvre de toute politique agricole, c'est l'obligation d'institutionnaliser le Système de Suivi-Evaluation de ses projets de développement. Cet outil de pilotage et de bonne gouvernance, qui s'inscrit dans l'essence même du principe de redevabilité à l'égard des acteurs locaux de développement, doit être axé sur les résultats, sur les effets et sur l'impact et non seulement sur l'efficacité ou sur l'efficience, critères d'évaluation certes, mais qui ne peuvent renseigner ni sur l'état d'atténuation de la dégradation des ressources naturelles ni sur l'amélioration des niveaux de vie des membres constituant les ménages ruraux.



De plus, le système de suivi-évaluation à élaborer doit être en mesure d'accompagner les acteurs de base et les intervenants chargés de l'exécution pour pouvoir analyser ensemble les enseignements à tirer des expériences menées sur le terrain, dégager les raisons des réussites et des échecs, et par conséquent, sortir avec des conclusions et des recommandations sur les améliorations et sur les insuffisances à travers les critères d'efficacité, d'efficience, de cohérence, d'effet, d'impact et de durabilité en vue d'accroître le degré des réalisations des opérations futures de développement.

Donc, afin de permettre aux politiques agricoles d'atteindre leurs objectifs escomptés qui sont généralement déclinés dans les documents des projets, la mise en place

Evaluation qualitative et quantitative

Par ailleurs, le suivi des réalisations physiques et financières, considéré comme le premier niveau de données à collecter pour l'évaluation, permet de maîtriser l'efficacité et l'efficience des actions du projet, et par voie de conséquence, de rectifier au moment opportun certains dysfonctionnements constatés. Mais l'autre volet du Suivi-Evaluation relatif à l'évaluation quantitative et qualitative est également d'une importance essentielle dans la mesure où elle constitue une activité incontournable dans tout Système de bonne gouvernance qui est axé sur les résultats car elle vise, entre autres, à remonter les effets, les impacts ainsi que les appréciations des

Mohammed BEN HAFOUNE

Ingénieur d'Etat en Agro-Economie
 Laboratoire de recherche : « Dynamique des milieux arides, aménagement et développement régional »
 Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
 Université Mohammed Premier
 E-mail : benhafoune@yahoo.fr

SITES WEB

30

http://www.cncr.org/spip.php?page=article&id_article=744

Le site du CNCR vous propose les publications du CNCR sur différentes activités qu'il mène avec le monde paysans et les acteurs du secteur agricole au Sénégal. Dans la section Archives, vous pourrez consulter les bulletins d'information diffusés par le CNCR au cours des dernières années.

<http://www.fao.org/family-farming-2014/news/highlights/details-press-room/fr/c/213044/>

Découvrez sur le site de la FAO une mine d'informations sur l'agriculture, avec une large fenêtre ouverte sur l'Année internationale de l'agriculture familiale dont l'un des principaux objectifs est d'établir des plateformes de dialogue avec des organisations d'agriculteurs familiaux, en vue de créer un consensus, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques efficaces.

<http://www.inadesfo.net/Annee-internationale-de-l-312.html?lang=fr>

En plus de vous édifier sur les objectifs et les activités prévues dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (2014), cette page dédiée à l'AIAF vous livre aussi toutes sortes d'informations sur des thèmes importants tels que l'accapement des terres, les OGM, etc.

<http://www.roppa.info/spip.php?article=190>

Ce site vous propose des articles sur l'actualité et de la documentation sur des études réalisées par les organisations membres du ROPPA et leurs partenaires.

Le ROPPA est un cadre de concertation sur les défis que rencontre l'agriculture familiale et sur les politiques agricoles.

http://www.seed-foundation.org/page.php?id_page=33

Parce que la faim en Afrique n'est pas une fatalité, SEED Foundation s'est donné pour mission d'œuvrer pour la sécurité alimentaire en soutenant le développement d'activités agricoles durables sur le continent africain! Chaque année, SEED Foundation publie un rapport annuel détaillé qui pré-

sente ses principales réalisations. Pour lire les différents rapports et tout savoir sur les dernières actualités de SEED Foundation visitez ce site.

<http://www.ipar.sn>

L'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR) est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine. Son site présente une série de dossiers, des articles d'information et des publications sur différentes thématiques dont l'agriculture familiale et les moyens de sortir les exploitants familiaux de la pauvreté.

<http://www.alimenterre.org>

Plateforme de partage de documents en anglais et français, ce site présente une série de documents dans sa rubrique « ressource » et vous sert de portail pour accéder à des rapports, des études de toutes sortes sur l'agriculture familiale et les chaînes de valeur des produits agricoles, particulièrement en Afrique.

Vous avez la possibilité de poster des commentaires et faire des contributions aux différentes publications du site en vous inscrivant sur la plateforme.

<http://www.agriculturesnetwork.org/>

AgriCultures Network est un réseau de partage des connaissances sur l'agriculture familiale et l'agro écologie.

Le site du réseau AN, dont les membres sont disséminés à travers le monde, vous propose différentes publications (revues et articles) sur l'agriculture durable auxquelles vous pouvez vous abonner pour rejoindre la communauté de lecteurs comptant près d'un million de personnes.

<http://www.agroecologie.fr/>

Ce site internet est dédié à l'agroécologie, et a pour objectif de donner à ses lecteurs les premiers éléments de connaissance et de compréhension (i) sur l'agroécologie en tant que tel, ses principes et ses concepts, et à l'avenir (ii) sur ses acteurs, institutionnels et associatifs (recherche, formation, diffusion des méthodes) et sur

les grandes figures engagées dans l'agroécologie, (ii) et enfin, sur des projets agro-écologiques.

<http://agroecologie.cirad.fr/>

Bienvenue sur le réseau agroécologie. C'est un réseau d'information sur les activités du Cirad en matière d'agro écologie, de suivi et de pilotage d'un projet de développement multipartenaire et multisite : le Programme d'Actions Multi Pays en agro écologie (PAMPA). Le site du réseau vous propose des liens vers les autres sites concernant l'actualité de l'agroécologie dans le monde et vous oriente dans votre recherche bibliographique sur l'agro écologie. Le site est également une plateforme de partage et d'échange d'information scientifique et technique sur l'agro écologie et des domaines connexes.

<http://www.agrhyment.net/>

Le portail des initiatives du CILSS dans le domaine du changement climatique en Afrique de l'Ouest vise à montrer le rôle capital que joue l'Organisation Inter-Gouvernementale dans le domaine. Ainsi, ce portail présente, entre autres, des articles thématiques, des ressources documentaires et bases de données, actions de terrain en cours ou passées, des aspects de formation, et bien d'autres sujets liés au changement climatique, avec un focus sur l'Afrique de l'Ouest.

Un accent particulier a été accordé aux initiatives du CILSS dans le domaine du changement climatique à travers ses différents projets.

<http://www.rural21.com/>

Rural 21 est le journal international du développement rural. Son site vous propose en continue des articles d'actualité, des points de vue et une batterie de publications en anglais et en français, sur l'agriculture, l'énergie, l'eau, la pêche, le développement durable, en général.

Il vous propose par ailleurs un agenda sur les événements majeure à venir et se rapportant aux différentes thématiques que Rural 21 couvre.

BIBLIOGRAPHIE

L'Agriculture familiale, paysanne et durable peut nourrir le monde Perspectives de la Via Campesina

Livret N° 6

Djakarta, septembre 2010

222 pages



La crise internationale des prix des aliments en 2008, et la récente hausse des prix de 2010, ont attiré l'attention sur les capacités du modèle alimentaire mondial à "nourrir la planète". Dans ce livret, la Via Campesina, l'alliance internationale des paysans et paysannes et des organisations de familles d'agriculteurs, soutient que la production alimentaire agro-écologique par les petits producteurs est le modèle agricole le plus approprié pour répondre aux futurs besoins en alimentation.

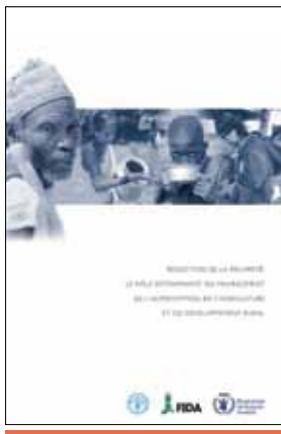
Malgré le fait que l'agro-business contrôle la majorité des terres arables et principalement des terres de bonne qualité dans presque tous les pays du monde, c'est en large partie grâce aux paysans et aux producteurs familiaux que l'humanité satisfait la majeure partie de ses besoins alimentaires.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ: LE RÔLE DÉTERMINANT DU FINANCEMENT DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

FAO, FIDA et PAM

Rome, février 2002 - 37 pages

Dans ce document préparé à l'occasion de la Conférence sur le Financement du Développement de Monterrey, Mexique, du 18 au 22 mars 2002, la FAO, le FIDA et le PAM, pensent que la croissance économique, et notamment celle de l'agriculture et de l'économie rurale, est une condition nécessaire pour une réduction durable de la pauvreté et de la faim. Des mesures prioritaires



doivent néanmoins être prises pour s'attaquer directement au problème de la faim. La faim n'est pas seulement un effet de la pauvreté, elle en est aussi la cause. De nombreux éléments prouvent que la lutte contre la faim est un investissement à haut rendement en termes de croissance et de bien-être général, et qu'il ne s'agit pas seulement d'un impératif moral ou d'un acte de compassion humaine. Nous en savons aujourd'hui beaucoup sur ce qui est efficace dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire.

L'agriculture familiale africaine au cœur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

BERTI Fabio et LEBAILLY Philippe - 15 pages



L'agriculture familiale africaine est concernée directement par l'Objectif 1 du Millénaire pour le Développement, de réduire de moitié d'ici 2015 l'extrême pauvreté et la faim. En effet, selon la plupart des observateurs, 70% des pauvres sont localisés dans les zones rurales et sont agriculteurs. Dans ce contexte, il importe de s'interroger sur l'avenir des exploitations agricoles familiales en Afrique.

Après avoir présenté la problématique générale de l'exploitation agricole familiale dans le développement, les auteurs présentent une analyse au départ des constats qu'ils ont pu réaliser, respectivement pour les filières de rente de la zone forestière au Cameroun et pour le coton, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

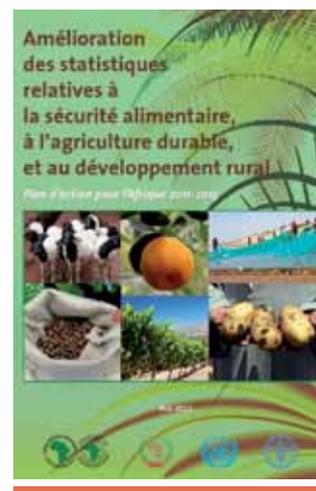
Les analyses sont réalisées à partir des observations effectuées au départ de différentes études financées essentiellement par la Commission européenne au cours de ces dernières années.

Amélioration des statistiques relatives à la sécurité alimentaire, à l'agriculture durable, et au développement rural

Plan d'action pour l'Afrique 2011-2015

Mai 2011

157 pages



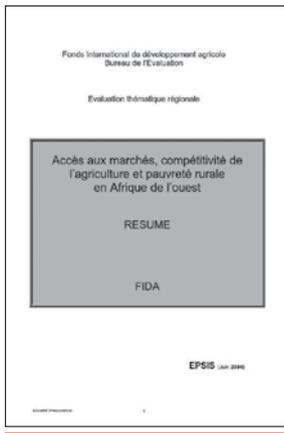
Une Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales a été élaborée et adoptée en février 2010 par la Commission de statistiques des Nations Unies (CSNU) pour tenter de répondre aux nombreux défis qui se posent pour satisfaire les besoins des utilisateurs en statistiques agricoles dans les pays en développement. La Stratégie mondiale a pour but de fournir un cadre et une méthodologie qui permettront d'améliorer la disponibilité et la qualité des statistiques alimentaires et agricoles nationales et internationales, afin d'orienter l'analyse politique et les prises de décisions au XXIe siècle. Elle se fonde sur trois piliers, à savoir (i) la création d'un ensemble minimum de données essentielles que les pays fourniront pour satisfaire leurs exigences actuelles et naissantes, (ii) l'intégration de l'agriculture à leur Système national statistique (SNS) afin d'assurer la comparabilité des données entre les pays et dans le temps et (iii) la

garantie de la viabilité du Système national des statistiques agricoles (SNSA) via le renforcement de la gouvernance et des capacités statistiques.

Accès aux marchés, compétitivité de l'agriculture et pauvreté rurale en Afrique de l'ouest
Fonds International de développement agricole

Bureau de l'Évaluation

Evaluation thématique régionale
EPSIS (Juin 2004) - 15 pages

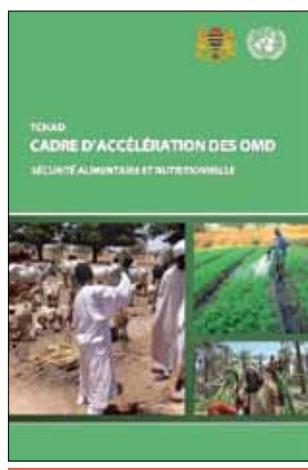


Cette étude vise à faire un diagnostic sur les conséquences des grands changements économiques de ces dix dernières années sur l'intégration des pauvres

aux marchés. En s'appuyant sur l'analyse des effets des actions du FIDA dans 6 zones d'intervention au Sénégal, Mali, Bénin et Guinée, cette étude propose aussi des éléments pour une stratégie du FIDA pour l'accès des pauvres aux marchés en Afrique de l'Ouest.

TCHAD : CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Gouvernement du Tchad et PNUD
Décembre 2012 - 104 pages



Le gouvernement tchadien a souscrit aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qu'il a inscrits dans ses Stratégies nationales de réduction de la pauvreté (SNRP 1 et 2). Il a par ailleurs adopté en

2005 le Programme national de sécurité alimentaire (PNNSA), qui a été réactualisé en 2010.

Ce document décline la stratégie du gouvernement tchadien pour favoriser l'intensification et la diversification de la production végétale et animale, et des petits producteurs et productrices ; faciliter l'accès aux produits alimentaires des petits producteurs et productrices ; et améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes et la gestion des crises alimentaires.

L'agriculture contractuelle dans les pays en développement
Une revue de littérature

Avril 2013 - Martin PROWSE
Institut de politique et de gestion du développement, université d'Anvers

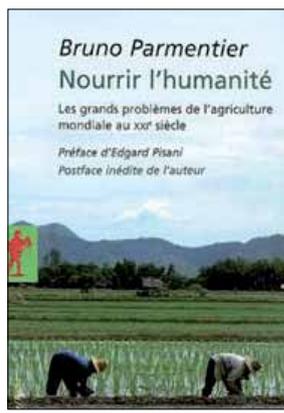


Cette revue examine les tendances mondiales et régionales de l'agriculture contractuelle dans les pays en développement et

présente les points de vue conceptuels et théoriques au niveau méso- et micro-économique – des approches par les coûts de transaction à la gouvernance des chaînes de valeur – qui contribuent à expliquer l'intérêt croissant pour l'agriculture contractuelle par rapport à d'autres formes d'échange.

Nourrir l'humanité : les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXIe siècle (chercher vignette)

Auteur : Bruno Parmentier
Edition : La Découverte poche. Essais, n° 296
Année : 2009 - Préface : d'Edgar Pisani

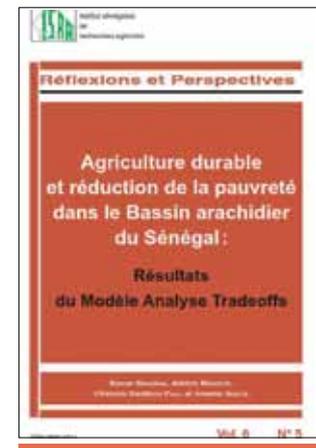


Dans ce livre sont présentés tous les grands obstacles auxquels l'humanité doit faire face pour s'assurer une sécurité alimentaire durable, sans

doute le plus important défi du XXIe siècle et pour lequel l'agriculture sera à nouveau appelée à occuper le devant de la scène. Sont ainsi exposées très pédagogiquement les questions de l'avenir des subventions agricoles au sein d'un commerce «mondialisé», des rapports de l'agriculture avec l'agro-industrie et la grande distribution, du risque de crises sanitaires de grande ampleur, de l'extension de la production d'OGM, mais aussi de l'émergence de nouveaux pays exportateurs (Chine, Brésil), etc. Un ouvrage aussi complet qu'accessible, qui passionnera agriculteurs et urbains, citoyens et décideurs.

Agriculture durable et réduction de la pauvreté dans le Bassin arachidier du Sénégal : Résultats du Modèle Analyse Tradeoffs

Vol. 6 N° 5 - Bocar DIAGANA, Adrien MANKOR, Cheikh Sadibou FALL et Adama GUËYE
43 pages - ISRA 2008 - ISSN 0850-0711



Les interventions publiques pour inverser sensiblement et durablement les tendances négatives observées de dégradation des ressources productives, de baisse de la productivité agricole et de paupérisation accrue des populations rurales ont revêtu la forme de réformes politiques macro-économiques et sectorielles, la mise en œuvre de programmes, projets, etc. Toutefois, leurs impacts restent encore méconnus en raison d'une absence d'études ou un manque d'informations fiables, créant ainsi un gap de connaissances à combler. Le but principal de cette étude est de contribuer à la résorption de ce gap en identifiant et évaluant les impacts d'une gamme d'options disponibles en termes de technologies et/ou de politiques.

OPINION

Félix Meutchieye ; Roger Ntankouo Njila ; Idriss Gabriel Nyebe Mvogo ; Séraphin Ayissi Djoulde

Les agricultures familiales et leurs raisons fondamentales au Cameroun

L'année 2014 a été déclarée simultanément année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire en Afrique, et année internationale de l'Agriculture Familiale. Simple coïncidence ou alors conclusion logique des analyses diverses ? L'Afrique est en pleine transition, démographique, économique et politique pour servir selon des prévisions de sources durables non plus de consommation, mais de plus en plus de production pour contribuer qualitativement aux efforts de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

33

Résignation ou effets de mode : les réalités !

Pendant des années, l'ambiance autour de l'agriculture africaine laissait (encore maintenant dans beaucoup d'analyses) peu de place à un quelconque espoir. La sentence non moins cavalière (car teintée de beaucoup de paternalisme colonial) d'un des « experts » du temps continua à hanter tous les discours majeurs en matière de politiques agricoles : « L'Afrique noire est mal partie » (René Dumont). Au milieu des années 90, le même affirmera au cours d'un Congrès mémorable de Yaoundé : « Elle (Afrique) n'était même pas encore partie ». Tout dépend bien entendu de ce que cela veut dire partir, les raisons du partir en question et les horizons visés. Le recul nécessaire donne à se rendre compte que le monde des experts (essentiellement occidentaux), majoritairement étrangers aux réalités, représentations locales et les incidences sur les prismes de lecture du monde, passait bien loin des préoccupations jalonnant la prise de décision des acteurs finaux. Dans les bureaux calfeutrés des capitales et organisations multilatérales, les bonnes intentions des programmes cohérents sur papier peinent à coïncider avec les résultats escomptés. Quand l'agriculture fut regardée uniquement dans ses attributions de pourvoyeuse de devises avec des cultures de rente, quasiment en transit sur de vastes territoires, et parfois les meilleurs, des millions de fa-

milles organisèrent une longue résistance silencieuse. Mettre en avant l'agriculture familiale, elle-même très plurielle n'est pas dénué de sens.

La sécurité alimentaire avant tout !

En scrutant le paysage des systèmes de productions agricoles nationaux, il n'est point difficile de se rendre compte que les régions les plus prospères sont celles qui ont misé premièrement sur les modèles mettant en avant la sécurité alimentaire, la leur, et de leurs communautés. Quelques rares auteurs qui ont essayé de décrypter les modes opératoires des pré-indépendances retiennent les grands axes ayant conduit à la fragilisation des bases de la sécurité alimentaire. Dans la région des Grassfields Cameroun, il fut noté que prétextant justement la sécurité alimentaire des populations « indigènes », le pouvoir dominateur tint bien loin de tout intérêt la caféiculture. Pourtant, mue par une sorte de profonde imagination et indignation de ne pas être pris en compte, la population locale décida de braver les « interdictions coloniales » pour s'investir dans la culture du café. Il ne tarda point non seulement d'en supplanter les « négociants » Grecs et Libanais, mais bien vite d'en faire une référence par la création de la première coopérative agricole autonome d'avant les indépendances : Union Centrale des Sociétés Coopératives Agricoles de l'Ouest

– UCCAO (Dongmo, 1981). Le café devint rapidement sur les hautes terres de l'Ouest Cameroun le moteur d'un changement agraire et de redistribution des pouvoirs et d'ascension sociale. Cette variante nouvelle d'agriculture familiale, loin d'être une agriculture de subsistance devint pourvoyeuse locale de devises, de symboles et même d'émancipation féminine. Pendant que le genre masculin s'occupait de la culture et de la commercialisation du café, la femme et les jeunes découvraient dans les échanges entre les villes et campagnes d'excellents produits agricoles variables marchands. Le nombre de filières mono ou multi-spéculation avec des extensions sous régionales ne cesse de s'accroître. Même le bétail connaît alors dans un tel modèle une division sur la base du genre : gros bétail pour les hommes et le reste pour les femmes disposant d'un contrôle entier. Dans cette démarche, les revenus issus des diverses transactions sont investis pour diversifier l'alimentation, l'enrichir et acquérir de nouveaux espaces agraires ou se lancer dans de nouvelles activités. La transition observée lors de la déprise caféière (Courade, 1994) dans cette région du pays fut le départ du développement des cultures maraichères qui pourtant n'ont pas effacé les ambitions premières : la sécurité alimentaire. Diverses observations dans d'autres régions de culture de rente restées sans réactions aux incertitudes et déceptions des marchés spéculatifs font état de l'insécurité alimentaire et nutrition-

nelle endémique. Rarement les cacaoyers, héné et cotonniers ont été remplacés ou associés à d'autres cultures directement exploitables.

Réponse aux défis fonciers

L'espace agricole est un enjeu énorme, depuis des siècles et plus encore aujourd'hui avec le phénomène d'accaparement des terres sous ses diverses modalités. L'agriculture familiale va donc constituer non seulement un barrage (certes modestes) contre cette autre dérive dite moderne, mais surtout une utilisation parfois ingénieuse des ressources foncières. C'est dans les régions du monde où l'agriculture familiale est la plus répandue que les terres agricoles sont encore les plus disponibles, constituant de fait une réserve globale tombant sous une inacceptable convoitise et une boulimie pour le lucre spéculatif.

Un système agricole robuste

En modélisant un système agricole familial type sur la base des flux d'énergie, on se rendrait aisément compte que dans le cadre de l'agriculture familiale, la production interne est immense, consommatrice de peu de ressources exogènes, tout en générant un énorme bilan bénéfique. En effet, la main d'œuvre est essentiellement familiale et la motivation maintenue par un raisonnement dynamique. Les produits de la ferme familiale respectent une clé de répartition en termes de priorités, interventions, organisation et utilisations efficace. Bien que peu innovante au plan technologique, une telle agriculture familiale a une dimension beaucoup plus fonctionnelle qui envisage garder un grand équilibre des dépenses et des charges. Les systèmes pastoraux des régions sèches sont les plus précaires, car dépendant ma-

joirement des produits du bétail, suivis des systèmes à dominance de monocultures (surtout d'exportation) ou élevage très spécifique. La diversification des spéculations et des produits est une soupape de salut en cas de survenue de crises inattendues. De telles crises quand elles surviennent ne manquent pas de désarticuler le maigre espoir identifiable dans les produits majeurs.

Contributions à l'agro biodiversité

L'agriculture familiale telle qu'elle se pratique n'est pas seulement un système économique. C'est aussi et surtout un système écologique, un agro système promouvant l'agro écologie bien avant la lettre (Dupriez et De Leener, 1987). Certaines espèces végétales ne sont aujourd'hui préservées que par le biais des parcelles des ruraux, dépositaires d'un énorme savoir et des trésors phyto ou zoo génétiques immenses. La préservation, la promotion de l'agriculture familiale est le saut qualitatif d'une agriculture raisonnée et raisonnable, répondant aux besoins actuels, sans perdre de vue les enjeux de sauvegarder les ressources du futur. Certaines espaces culturels, même en apparence négligeables abritent des dizaines d'espèces, aux fonctions nutritionnelles et pharmacologiques variées, et dont la récolte s'étale sur les saisons.

Regards sur le monolithisme de la formation agronomique actuelle

Ela (1964), en se fondant sur ses observations de l'intérieur des populations Mafa du Nord Cameroun, critiquait déjà vertement le dispositif éducatif construit sans tenir compte de la riche expérience des savoirs endogènes. Faisant fi d'une analyse critique du modèle uniformiste de l'agriculture conventionnelle, la forma-

tion agronomique actuelle ayant pignon sur rue en Afrique risque de se trouver face au mur, sans répercussions quantitativement positives sur les changements heureusement en cours dans la masse des producteurs ruraux et périurbains. En effet, il est courant de voir beaucoup de programmes de formation agricole répliquer inefficacement des contenus de base qui dénigrent à la limite les réalités locales. Les expériences empiriques pourtant capitalisables pour promouvoir un regard neuf sur les agricultures familiales ne sont pas loin. Même au niveau conceptuel il semble planer un déficit d'initiatives heureuses, concluant sur des démarches nouvelles. C'est depuis peu que le gouvernement du Cameroun a soutenu la création/la validation des Ecoles Familiales d'Agriculture (EFA) qui sous le couvert de la démarche s'enfoncent néanmoins dans les approches classiques par filière et non par système, mas avec le mérite au moins de se dérouler en milieu rural réel.

Félix Meutchieye : Enseignant-Chercheur (Génétique et Systèmes de Productions Animales), Université de Dschang - Cameroun

Roger Ntankou Njila : Enseignant-Chercheur (Génie Rural et Biosystèmes)- Université de Dschang - Cameroun

Idriss Gabriel Nyebe Mvogo : Ingénieur Agroéconomiste, Manager de la Plateforme Nationale Cobayes du Cameroun - Université de Dschang - Cameroun
Séraphin Ayissi Djoulde : Ingénieur Agronome Zootechnicien, Manager de la Plateforme Nationale Chèvres du Cameroun - Université de Dschang - Cameroun

Références :

Courade, G. (Sous la direction) 1994. Le village camerounais à l'heure de l'ajustement. Katharla.
Dongmo, J-L. 1981. Le dynamisme Bamileke (Cameroun) Volume 1 : la maîtrise de l'espace agricole. CEPER.
Dupriez, H., De Leener, P. 1987. Jardins et vergers d'Afrique. CTA ; Terres et Vie
Ela, J-M. 1971. La plume et la pioche. CLE.

AZN Burkina Faso, lauréate 2014 du Prix Équateur pour la gestion durable des terres en Afrique sub-saharienne

L'Association Zoramb Naagtaaba (AZN) a été honorée cette année pour ses efforts infatigables en faveur de la restauration des terres dégradées au Burkina Faso. Elle fait partie des 10 lauréats 2014 du « Prix Équateur pour la Gestion Durable des Terres en Afrique Sub-saharienne » dont la cérémonie de remise a eu lieu à Nairobi, au Kenya, le 17 Juin 2014 lors de la journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse.

Le Prix Equateur récompense les organisations locales qui travaillent à l'amélioration

des moyens de subsistance des communautés rurales vivant dans les écosystèmes fragiles des zones arides de l'Afrique subsaharienne, à travers la gestion durable des terres, la protection de l'environnement et l'exploitation durable de la biodiversité.

L'Association Zoramb Naagtaaba (« les hommes qui se rencontrent » en moré) a été créée en 1989. Elle regroupe 10 villages situés en région sahélienne qui, en réponse à la sécheresse, à la dégradation des ressources naturelles et à la baisse des rendements agricoles qui

menacent la survie des communautés paysannes, développent et mettent en œuvre depuis quelques décennies des approches agricoles très innovantes.

Ils ont ainsi contribué à la promotion d'une méthode d'aménagement global des terroirs intégrant agriculture et élevage dans un bocage sahélien anti-érosif. Cette méthode d'aménagement des terres a grandement contribué à la restauration des sols dégradés et au renforcement de la productivité agricole.

www.azn-guie-burkina.org



23^{ème} sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'UA A Malabo, l'Union Africaine joue les prolongations du match de l'Afrique contre la faim

Le 23^{ème} sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine, sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique, a pris fin, le 27 juin 2014, à Malabo (Guinée Equatoriale), par l'adoption d'une déclaration très attendue.

La société civile tient à saluer de réelles avancées, notamment la réaffirmation de la nécessité d'augmenter l'investissement public dans l'agriculture, renouvelant ainsi l'engagement des 10%¹. La priorité panafricaine d'éradiquer la faim sur le continent, d'ici à 2025, est également une très bonne nouvelle ; de même que la volonté de réduire la pauvreté de moitié, sur le continent, d'ici la même échéance. La résolution à dynamiser le marché intérieur africain et à renforcer l'intégration régionale dans le domaine agricole offre de belles perspectives pour les agriculteurs africains. De nouveaux objectifs ont été fixés, parmi lesquels doubler la productivité agricole, réduire de moitié les pertes post-récolte et consolider les réserves alimentaires pour renforcer la résilience et prévenir les crises alimentaires en Afrique.

« Au niveau ouest-africain, la CEDEAO devra s'appuyer sur l'engagement fort des Chefs d'Etats et de Gouvernements pour booster sa récente initiative Faim Zéro et accélérer la mise en place des stratégies de réserves alimentaires et de protection sociale essentielles pour la lutte contre la faim et la pauvreté que l'Afrique continue de subir, ce dont nous nous réjouissons » déclare Al Hassan Cissé, responsable du plaidoyer en sécurité alimentaire à Oxfam.

Cependant, les membres de la campagne CULTIVONS s'inquiètent du fait que la déclaration de Malabo, contrairement à celle de Maputo, en 2003, n'est pas assez explicite sur la priorité du renforcement des exploitations familiales, un paradoxe inquiétant en pleine année internationale de l'agriculture familiale ! De plus, le sommet de Malabo aborde la question agricole sous l'angle de la production. Cela reste pertinent, mais la qualité et les conditions sociales et environnementales de production et d'accès à l'alimentation doivent être garanties.

Par ailleurs, l'option de l'UA, de favoriser l'agrobusiness et l'investissement privé

dans l'agriculture, renforce les inquiétudes relatives à la Nouvelle Alliance du G8 (NA-SAN) dans plusieurs pays ouest-africains. En effet, rien n'indique que ces investissements privés seraient alignés sur les priorités de souveraineté alimentaire, ni structurés de façon à répondre aux besoins des populations et au renforcement du monde paysan ouest-africain. Enfin, malgré le noble objectif de réduction de la pauvreté, les plus vulnérables en Afrique, les femmes rurales et les éleveurs notamment, n'apparaissent pas comme prioritaires.

« Malgré la reconnaissance de la contribution significative des femmes dans l'agriculture et leur forte vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, les 7 engagements de Malabo n'abordent pas cette question. De plus, la question foncière, pourtant promue par les Ministres africains lors de leur conférence d'Addis Ababa, en mai 2014, n'est pas abordée, alors qu'elle conditionne fortement le développement de l'agriculture familiale et la réduction de la pauvreté », insiste Kafui Kuwonou, chargée de programmes en chef pour WILDAF en l'Afrique de l'Ouest.

Pour les membres de la campagne CULTIVONS les résultats de Malabo sont mitigés et pose déjà la question de leur application. « Nous resterons mobilisés et attentifs pour que dès 2015, les budgets des ministères de l'agriculture traduisent l'engagement renouvelé des 10% soutenu par une réorientation ambitieuse des politiques agricoles, en faveur de l'agriculture familiale ciblant les jeunes, les femmes et les éleveurs, notamment » affirme Bachir DIOP, Président de l'IPAR.

L'heure est, en effet, à la mise en place de mécanismes plus performants de suivi et d'évaluation des engagements de Malabo. Le cadre de résultats du PDDAA2, son

développement et son utilisation par les Etats africains sera donc particulièrement suivi par la société civile, en insistant sur la nécessité de renforcer les processus participatifs d'élaboration des politiques agricoles, des plans d'investissements et des cadres de reddition des comptes de la part des autorités.

« Nous demandons dans la foulée de Malabo, un cadre de résultats opérationnel et clair avec des indicateurs de performance réalistes mais ambitieux, utilisable au niveau des pays comme du continent, et un calendrier de suivi détaillé de 2015 à 2025 particulièrement sur les conditions et résultats de la revue de la présente déclaration voulue tous les deux ans. L'Afrique de l'Ouest devra être en avant-garde sur ce point, nous y veillerons » conclut Aliou Ibrahima, le secrétaire général de l'APESP en Afrique de l'Ouest.

Pour conclure, il est temps que l'UA muscle son jeu sur le terrain agricole pour gagner le match contre la faim en Afrique !



Contact Presse :
Alexandre Seron, Coordonnateur de la campagne
Cultivons aseron@oxfam.org.uk,
Awa Faly BA, Oxfam Afrique de l'Ouest,
afba@oxfam.org.uk,

¹Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) <http://www.nepad-caadp.net/francais/index.php>

A la veille du sommet de Malabo, à l'appel de CULTIVONS et ses partenaires, plus de 2 millions de citoyens africains avaient appelé l'Union Africaine, à « investir dans nos agriculteurs, nos élevages, notre alimentation et notre avenir ». 120 organisations paysannes et de la société civile africaine avaient formulé 10 recommandations pour un nouvel engagement des chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine.

¹ Pour rappel, 10 ans après Maputo et la résolution des chefs d'Etats Africains d'investir au moins 10% des budgets nationaux dans l'agriculture, seuls 8 pays notamment le Burkina Faso, le Niger, la Guinée, le Sénégal, le Mali et le Ghana en Afrique de l'Ouest ont respecté leur engagement alors que la moyenne continentale plafonne à 4%.



2014
Année internationale de
l'agriculture familiale

Les Nations Unies ont proclamé 2014 *Année internationale de l'agriculture familiale*. La FAO, en collaboration avec ses partenaires facilite sa mise en œuvre avec les objectifs suivants :



Soutenir l'élaboration de politiques agricoles, environnementales et sociales favorables à une agriculture familiale durable



Renforcer les connaissances, la communication et la sensibilisation du public



Mieux comprendre les besoins de l'agriculture familiale, son potentiel et ses limites, et garantir un appui technique



Créer des synergies pour renforcer la durabilité